

JEUNES REFUGIES BURUNDAIS POUR L'INFORMATION, LE DIALOGUE ET LA COEXISTENCE PACIFIQUE

Rapport – Evaluation finale

FEVRIER, 2020

Research Initiatives for Social Development
Rédaction et collecte de données de Léon IRENGE, Consultant Principal

Chercheur Senior à RISD
www.risd-drc.org // risd.rdc@gmail.com // +24381611177

Contacts:

Jack KAHORA

Directeur de projet
Internews

Karim Benard Dende

Directeur Pays RDC
Internews

Table des matières

Table des matières.....	2
Liste des acronymes.....	4
1. Résumé exécutif	5
Principales conclusions.....	5
Renforcer et préserver une coexistence pacifique entre réfugiés burundais et population locale.....	5
Les moyens d'expression d'opinions des principaux problèmes du milieu	6
Niveau d'acceptation des réfugiés par les communautés hôtes	6
Limitations	8
2. Contexte du projet	8
3. Méthodologie	9
3.1. Analyse des Données	12
4. Résultats de l'enquête	13
4.1. Renforcer et préserver une coexistence pacifique entre réfugiés burundais et population locale.....	13
1. Niveau de confiance entre réfugiés Burundais et communauté hôte	14
Tableau 4 : % de personnes qui estiment le niveau de confiance.....	14
2. Niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés et communauté hôte.....	14
4.2. Les moyens d'expression d'opinions des principaux problèmes du milieu	15
1. Appréciation du niveau d'accès à l'information.....	15
2. Différents éléments sur lesquels les membres de la communauté sont informés	17
3. Les canaux par lesquels les membres des communautés sont informés de leur situation.....	18
5. % de personnes qui pensent que les radios partenaires d'Internews ont les émetteurs pour diffuser les informations dont ont besoin les réfugiés Burundais et communautés hôtes ?	20
6. % de personnes qui connaissent et consultent le bulletin ONGEA	21
4.3. Le niveau d'acceptation des réfugiés par les communautés hôtes.....	21
8. % de personnes qui parlent de la diminution d'incidents sécuritaires	22
9. % du niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par les communautés hôtes	23
10. % de personnes qui ont l'accès satisfaisant aux informations spécifiques sur les questions liées au genre	24

5.	Conclusion et Recommandations.....	25
5.1.	Conclusion et leçons apprises	25
	Recommandations.....	26
o	Pour les activités médias et activités communautaires	26
o	Stratégie pour la circulation de l'information.....	27
o	Renforcer la sensibilité aux conflits et Do No Harm.....	27
o	Stratégies pour la coexistence pacifique	28
6.	ANNEXES.....	29

Liste des acronymes

AFEM	Association des Femmes de Médias
CNR	Commission Nationale pour les Réfugiés
DLP	Dynamique Locale pour la Paix
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FG	Focus Groupe
FNL	Force Nationale de Libération
HCR	Haut-Commissariat pour les Réfugiés
KII	Entretiens clés
CNR	Commission Nationale pour les Réfugiés
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PNC	Police Nationale Congolaise
RDC	République Démocratique du Congo
SVH	Solidarité des Volontaires pour l'Humanité
TG	Total Général

1. Résumé exécutif

Le projet « Jeunes Burundais pour l'information, le dialogue et la coexistence pacifique » financé par la Commission européenne, objet de la présente évaluation, a pour objectif général de renforcer et préserver une coexistence pacifique entre réfugiés burundais et communautés hôtes dans le Sud Kivu. Cette évaluation de fin de projet a été réalisée du 1^{er} au 7 février 2020 sur les sites de Lusenda, Mulongwe, Uvira, Sange et Kamanyola. Partant des indicateurs du projet, cette étude vise spécifiquement à mesurer :

- a) Les moyens qu'ont acquis les réfugiés Burundais et communautés hôtes pour exprimer leurs opinions sur les principaux problèmes qui les touchent avec les autorités locales, organisations d'aide et les communautés hôtes ;
- b) Le niveau d'acceptation des communautés réfugiées et hôtes à travers le dialogue et le partage de l'information.

La méthodologie conçue a prévu une approche mixte, à la fois qualitative et quantitative. L'approche qualitative inclut des focus groupes (FG) et des entretiens avec des personnes clés (KII), alors que le sondage a été mené pour collecter les données quantitatives. La recherche a réalisé 20 KII et 8FG et un sondage auprès d'un échantillon de 293 personnes. Au total, l'étude a touché 391 personnes dont 45,8 % de femmes¹.

Principales conclusions

Renforcer et préserver une coexistence pacifique entre réfugiés burundais et population locale

- Les communautés sondées (réfugiées et hôtes) ont indiqué que le niveau de confiance est moyen (74,7%) comparativement à l'étude de base où celui-ci était majoritairement faible et caractérisé par une méfiance généralisée entre ces deux groupes. Ce progrès significatif est attribué aux différentes sensibilisations faites par Internews, ses partenaires ainsi que d'autres organisations humanitaires. Toutefois, ce niveau de confiance bien qu'amélioré, reste précaire du fait de la situation sécuritaire qui est volatile², des conflits d'accès à la terre, aux ressources naturelles ainsi qu'à la réduction significative de l'aides humanitaire.
- Il ressort des analyses que l'accès aux différents connecteurs (les écoles, les églises, les marchés, les centres de santé,) et aux différents événements particuliers (fêtes, funérailles, activités de rapprochement, ...) constituent les éléments sur lesquels les deux communautés (réfugiées et hôtes) expriment leur cohésion. Ainsi, on a pu identifier comparativement à l'étude de base que ces deux communautés sont soudées et leurs relations se sont améliorées (82,3%). Nonobstant, certains aspects³ tels qu'indiqués ci-dessus continuent toujours à fragiliser cette union. A ceci s'ajoute la baisse constante et dramatique de l'aide humanitaire dans ces zones. Bien que cette situation semble s'être atténuée à la suite de la parution du bulletin Ongea qui continue de diffuser de l'information sur l'aide humanitaire malgré la fin du projet; le constat est que cette diffusion est à moindre fréquence et les agences

¹ Cette répartition est décrite dans la partie méthodologique de ce rapport.

² Dans ces zones du fait de la présence des différents groupes armés (maïmaï Yakutumba, FNL, Ngomino, etc.)

³ Insécurité, conflits d'accès aux ressources, à la terre, ...

humanitaires n'approchent plus systématiquement l'équipe des journalistes comme par le passé pour informer sur leurs programmes.

Les moyens d'expression d'opinions des principaux problèmes du milieu

De manière permanente et évolutive, il est clair que l'accès à l'information joue un rôle primordial dans les dynamiques de dialogue et de coexistence pacifique. Ainsi :

- 85% de personnes interrogées affirment avoir accès à l'information comparativement à l'étude de base (18,8%). Différents acteurs ont contribué à faciliter cet accès. Il s'agit notamment : Internews, ses partenaires locaux, les correspondants réfugiés et les journalistes des radios partenaires, etc. La disponibilité d'informations dans ces zones a permis d'une part, de briser les stéréotypes, mythes et préjugés qui existaient entre ces deux groupes (réfugiés et hôtes) et d'autre part, rétablir le climat de confiance entre eux, permettre aux réfugiés de connaître leurs droits et devoirs ainsi que les moyens pour les revendiquer.
- Il ressort des analyses que les répondants ont accès à l'information sur l'assistance humanitaire (56%), la résolution pacifique des conflits (40%), les réfugiés burundais (38%), la sécurité (37%), l'actualité du pays (33%), les communautés hôtes (20%) ainsi que la protection et droits humains (7%).
- Cependant, différents canaux ont contribué à informer les membres de la communauté, à savoir la bouche à oreille (45%), la radio (42%), bulletin d'Internews (5%)⁴, Internet (4%) et la DLP (3%).
- En moyenne 65,4% de personnes interrogées ont indiqué que les radios partenaires d'Internews ont les émetteurs pour diffuser les informations dont ont besoin les réfugiés burundais et les communautés locales.
- S'agissant de la connaissance du bulletin Ongea, 51,5% de personnes sondées le connaissent, soit 54% pour la population hôte et 49% pour les réfugiés. Il ressort que ce bulletin est plus connu à Lusenda (36,3%) qu'à Mulongwe (12,7%). Le bulletin Ongea est consulté régulièrement par les membres de la communauté. Les analyses ont montré qu'ils sont consultés en moyenne trois fois par semaine et 40 fois au maximum. En termes d'appréciation, les enquêtés ont justifié leur volonté de consulter le bulletin Ongea par le fait qu'il contribue non seulement aux besoins d'informations de la communauté (46,6%), améliore les relations entre réfugiés et population locale (32,4%) mais aussi renforce le niveau de confiance entre ces deux groupes (19%).

Niveau d'acceptation des réfugiés par les communautés hôtes

- 69% des enquêtés affirment que le niveau d'acceptation est devenu moyen comparativement à l'étude de base où ce taux était largement inférieur. Les données issues des FG et KII ont attribué ce succès à la diffusion des émissions radio, des bulletins d'information, des débats publics et aux sensibilisations d'autres structures.

⁴ Il est important de relativiser ce % compte tenu que la plupart des répondants confondent également radios et bulletin d'Internews ; plusieurs répondants faisaient référence à Internews quand ils citaient la radio comme canal par lequel ils s'informent.

- Il ressort des analyses que les répondants connaissent bien les structures auxquelles ils peuvent s'adresser pour avoir des informations sur la situation des réfugiés. Nombreux ont cité la CNR et HCR, soit 60,7% pour les communautés hôtes contre 39,7% pour les réfugiés.
- En comparaison avec la situation d'avant janvier 2017, il ressort des analyses que le nombre d'incidents sécuritaires impliquant les deux communautés ont considérablement baissé. En moyenne 80,2% de personnes interrogées l'ont confirmé, soit 83% à Lusenda et 76,5% à Mulongwe. Ceci est lié aux différentes sensibilisations faites par Internews, ses partenaires et autres organisations humanitaires œuvrant dans ces villages. Grâce à cette sensibilisation, plusieurs personnes ont été favorables au dialogue, au règlement des conflits de manière pacifique, aux activités de rapprochement, etc. Ce qui a permis aux membres de la communauté d'adopter un comportement d'harmonie et de communion.
- Enfin, grâce aux actions du projet, 60,1% de personnes interrogées ont affirmé avoir accès satisfaisant aux informations spécifiques sur les questions liées au genre (soit 63,2% pour les réfugiés et 52,8% pour les communautés hôtes).

Pertinence : Les différentes activités organisées dans le cadre de ce projet ont été très appréciées par les réfugiés burundais, communauté hôte, les humanitaires ainsi que des leaders locaux du fait qu'elles leurs permettaient de dialoguer, de discuter, de partager, de se rencontrer et d'avoir des réponses aux différents problèmes qui les divisaient. Les opportunités de rencontres et d'échanges étaient rares avant le début du projet. De même, **les émissions radios, le bulletin d'information, le débat public, les partage d'expériences, formations, etc.** sont considérés comme plus pertinents car elles ont contribué largement à l'information, au dialogue et à la coexistence pacifique entre les réfugiés burundais et les communautés locales. Ces activités du projet ont permis aux membres des différentes communautés de développer des facultés d'analyse de contexte, de situation et des aptitudes à faire converger leur attitude et comportement vers la coexistence pacifique. En effet, les personnes sondées ont indiqué que ces activités touchaient vraiment la situation contextuelle et répondaient régulièrement à leurs besoins informationnels.

Efficacité : sur les 18 indicateurs du projet, 17 ont été atteints totalement après 30 mois de mise en œuvre. Ce qui nous laisse croire à la parfaite efficacité de la mise en œuvre de ce projet comme relevé par les différents bénéficiaires et parties prenantes du projet.

Les **bulletins Ongea** ont permis à la communauté d'avoir une compréhension et/ou connaissance régulière de la situation du milieu.

Les **débats publics** sont une occasion de dialogues efficace pour aborder des problèmes qui ont besoin d'être résolus, pour éclaircir les rôles de chacun dans ce processus et contribuer ainsi à la réduction des rumeurs. Le fait de réunir les différentes parties prenantes dans ces débats a été loué par les différentes communautés.

Durabilité : différents groupes (correspondants réfugiés et journalistes locaux, comité de paix...) ont été créés ou soutenus à la suite de ce projet dont le but est de promouvoir la communication, le dialogue et la coexistence pacifique entre réfugiés et communautés locales. Ces groupes, malgré la sortie du projet, continuent à mener leurs activités au quotidien. L'une des grandes réussites du projet est d'avoir accompagné la pérennisation des principaux acquis du projet à travers une stratégie de sortie. Le projet s'est assuré que le principal instrument de coexistence pacifique mis en place par le projet, le bulletin d'information Ongea, puisse continuer à être produit et diffusé auprès des

communautés. Au cours d'une phase transitoire, les journalistes et correspondants d'ONGEA ont été appuyés et formés afin de constituer un comité de rédaction autonome et d'avoir toutes les capacités pour coordonner la production du bulletin, réaliser son montage et sa diffusion. Le comité de rédaction s'est constitué en association. Internews a intercedé auprès des radios partenaires afin qu'elles continuent de diffuser gratuitement le bulletin. Malgré des nombreuses difficultés et l'absence de soutien financier, depuis le début de l'autonomisation du bulletin en Juillet 2019, 40 bulletins d'informations ont été produits et diffusés gratuitement par 8 radios partenaires. Les bulletins désormais sous un format hebdomadaire continuent à être diffusés également sur les réseaux sociaux et le site internet du bulletin. Dans un contexte difficile, il est important de souligner à ce titre la réussite du projet en termes de durabilité. Le bulletin continue de produire de l'information qui permet de maintenir un pont entre les communautés et de répondre à leurs besoins d'informations.

En dernier lieu, les comités de paix (DLP) qui interviennent par exemple dans la résolution des conflits de manière pacifique, ont été équipés en matériel et formés afin de continuer les débats publics dans les camps de réfugiés. Ces débats ont contribué fortement à améliorer la relation entre les deux communautés.

Limitations

La collecte des données qualitatives devrait être faite dans 7 villages (Fizi, Minembwe, Uvira, Sange, Mulongwe, Lusenda et Kamanyola) pour cette analyse. Néanmoins, certaines zones (Fizi, Minembwe, Sange et Kamanyola) n'ont été couvertes que partiellement par l'étude pour des raisons sécuritaires mais aussi du fait de l'impraticabilité des routes au moment de la collecte des données. L'équipe de recherche n'étant pas parvenue à atteindre tous les sites prévus a parfois été obligée d'inviter certains bénéficiaires d'autres sites à se déplacer ou d'organiser des entretiens téléphoniques avec certaines personnes clés.

Toutefois, ces limitations ne remettent pas en cause la méthodologie développée pour l'étude, car le même poids d'échantillonnage a été maintenu. Pour l'enquête quantitative, les 2 zones prévues (Lusenda et Mulongwe) initialement ont été couvertes. Compte tenu de la complexité de l'objet de l'étude et de la sensibilité liée aux questions de conflit et de genre, l'approche de collecte a prévu que les enquêtrices femmes se chargeraient de collecter les données auprès des femmes.

2. Contexte du projet

Le projet « Jeunes Burundais pour l'information, le dialogue et la coexistence pacifique », financé par l'Union Européenne, a été mis en œuvre en janvier 2017 par Internews dans les zones accueillant les réfugiés Burundais et a pris fin en Novembre 2019. L'objectif global du projet était de renforcer et préserver une coexistence pacifique entre réfugiés burundais et communautés hôtes dans la province du Sud Kivu.

Spécifiquement, ce projet vise :

- A donner aux réfugiés burundais des moyens d'exprimer des opinions informées sur les principaux problèmes qui les touchent avec les autorités locales, organisations d'aide et les communautés hôte (Objectif spécifique 1) ;
- A renforcer le niveau d'acceptation des communautés hôtes à travers le dialogue et le partage de l'information (Objectif spécifique 2) ;

Pour y parvenir, les activités organisées sont :

❖ **Pour l'objectif spécifique 1 :**

- Etude préliminaire des besoins en information des réfugiés burundais en RDC et des communautés hôte ;
- Formation sur la situation des réfugiés burundais pour les journalistes des radios partenaires et les jeunes correspondants ;
- Formations de base en journalisme des correspondants réfugiés burundais et des correspondants dans les communautés hôte ;
- Formations en journalisme sensible au conflit des journalistes des radios partenaires et des correspondants réfugiés burundais/communauté hôte ;
- Formations de base sur la sécurité physique des journalistes pour les journalistes des radios partenaires et les correspondants réfugiés burundais/communauté hôte ;
- Production quotidienne d'informations pouvant être partagées lors d'activités de terrain, sur internet, via les services vocaux de téléphonie, via les SMS, ou les médias sociaux ;
- Production d'un bulletin quotidien d'information sur les problématiques de réfugiés burundais diffusés sur les 11 radios partenaires à destination des réfugiés burundais et des communautés hôte ;
- Production d'un magazine mensuel sur la situation des réfugiés burundais en RDC et dans les pays limitrophes.

❖ **Pour l'objectif spécifique 1 :**

- Production d'un débat public mensuel radiodiffusé dans les 11 radios partenaires sur les problématiques communes des réfugiés burundais et des communautés hôte ;
- Production d'un talk-show mensuel sur les problématiques communes des réfugiés burundais et des communautés hôte radiodiffusé dans les 11 radios partenaires réfugiés burundais et des communautés hôte ;
- Production d'un magazine ou talk-shows mensuel sur la situation des femmes réfugiées burundaises et des communautés hôte ;
- Atelier d'échange entre jeunes réfugiés burundais et jeunes Congolais de Goma et production de deux émissions de débat public produites en commun ;
- Maintenance de la couverture en FM des zones où vivent les réfugiés burundais et les communautés hôtes.

3. Méthodologie

La méthodologie conçue a prévu une revue documentaire initiale et une approche mixte pour la collecte des données. Elle a été à la fois qualitative et quantitative.

La revue documentaire a été faite au préalable à travers tous les documents concernant le projet. Il s'agit notamment de la proposition, de l'étude de base, des différents rapports mensuels, trimestriels et intermédiaires. L'approche qualitative a concerné des focus groupes (FG) et des entretiens avec des personnes clefs (KII), alors qu'un sondage a été conduit pour collecter les données quantitatives auprès de 293 personnes.

Les zones ciblées pour la collecte de données concordent aux zones d'implémentation du projet, notamment les sites de Lusenda, Mulongwe, Fizi, Minembwe, Uvira, Sange et Kamanyola dans la province du Sud-Kivu.

Les entretiens semi-structurés ont été réalisés au niveau des :

- Leaders locaux : communautaires et administratifs ;
- Organisations de la Société Civile (OSC) ; médias partenaires ;
- Personnels travaillant dans les services aux réfugiés (CNR, UNHCR, AIRD, etc.) ;
- Forces de sécurité : police (PNC) et responsables de la sécurité du camp.

Au total, 20 interviews semi-structurées dans les différents sites ont été réalisées. L'objectif initial était de 18 interviews, mais la collecte de données au niveau de Fizi et Minembwe ne s'est pas faite pour des raisons d'insécurité et d'impraticabilité des routes au moment de la collecte. D'où, nous les avons remplacés par d'autres personnes avec les mêmes caractéristiques.

Tableau 1 : Liste des cibles pour les KII

Cible des KII	Sud Kivu							
	Mulongwe		Lusenda		Kamanyola, Sange et Uvira		Bukavu	
	Planifié	Réalisé	Planifié	Réalisé	Planifié	Réalisé	Planifié	Réalisé
Autorité locale	0	0	1	1	0	0	0	0
OSC	1	1	1	1	0	0	0	0
AFM	0	0	0	0	0	0	1	3
CNR	1	1	1	1	0	0	0	0
Présidents des camps de Lusenda et Mulongwe	1	1	1	1	0	0	0	0
DLP	0	0	2	2	0	0	0	0
SVH	0	0	1	1	0	0	0	0
Radios et/ou journalistes	2	2	2	2	3	0	0	0
Leaders des jeunes	0	0	1	1	2	0	0	0
Journaliste correspondants	1	1	1	1	0	0	0	0
Total	6	6	11	11	5	0	1	3

Les focus groupes ont ciblé entre 8 et 10 personnes par groupe. Le profil des participants aux FG s'est basé sur 2 critères principaux :

- 1- Les réfugiés ;
- 2- Les communautés locales.

L'équipe de collecte a identifié à travers des mini-interviews rapides les membres de la communauté devant participer à ces focus groupe avec l'aide des leaders locaux. Les groupes participant aux FG

étaient homogènes selon le sexe et l'appartenance communautaire. Deux catégories de focus groupes ont été organisées pour cette évaluation. La première catégorie a ciblé les hommes et femmes membres de la communauté locale tandis que la seconde a ciblé la même catégorisation pour les réfugiés.

Au total, 8 FG ont été réalisés pour les 2 sites. Chaque focus groupe était constitué de dix personnes, soit 80 personnes au total dont 40 femmes et 40 hommes. Quatre focus groupes ont été réalisés à Lusenda et 4 à Mulongwe. Ces deux sites ont été ciblés pour les focus groupes car ils constituent les villages où les activités intenses du projet ont été organisées.

Tableau 2 : Liste des cibles pour les FG

Village de	Cible	Cibles des FG pour chaque zone	
		Planifié	Réalisé
Lusenda	Réfugiés	2 FG : 1 FG hommes, 1 FG femmes	2 FG : 1 FG hommes, 1 FG femmes
	Communauté hôte	2 FG : 1 FG hommes, 1 FG femmes	2 FG : 1 FG hommes, 1 FG femmes
Mulongwe	Réfugiés	2 FG : 1 FG hommes, 1 FG femmes	2 FG : 1 FG hommes, 1 FG femmes
	Communauté hôte	2 FG : 1 FG hommes, 1 FG femmes	2 FG : 1 FG hommes, 1 FG femmes

Les données quantitatives ont été collectées à travers des entretiens/questionnaires en face à face auprès de 293⁵ personnes au total. Pour définir l'échantillon, l'équipe a eu recours à un sample size calculator. Ainsi, l'équipe de recherche a sélectionné deux (2) catégories de personnes à sonder sur Lusenda et Mulongwe. Cet échantillon a été déterminé auprès des leaders de la communauté sur la base des critères suivants :

- Sexe des répondants ;
- Appartenance à la communauté hôte ou réfugiée.

La taille de l'échantillon de la zone d'enquête a tenu compte de ces critères, mais aussi de l'accessibilité, du temps et des moyens disponibles (humains et financiers). Ainsi, au total l'équipe d'évaluation a mené le sondage quantitatif dans deux villages (Lusenda et Mulongwe) cibles du projet.

Tableau 3: Echantillonnage pour le sondage

Villages	Cibles	Poids	Nombre prévu		Nombre réalisé	
			Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Lusenda	Réfugiés	198,5 ⁶ %	34	34	72	63
	Population hôte	44,1%	34	34	13	17
Mulongwe	Réfugiés	101,5%	34	34	31	38
	Population hôte	86,7%	34	34	39	20

L'échantillon des villages à sonder s'est fait de façon ciblée sur la base d'une méthode d'échantillonnage aléatoire simple. Le tableau ci-dessus nous montre le nombre de répondants au questionnaire pour chaque village, selon le poids de l'échantillon.

⁵ Calcul réalisé grâce à www.raosoft.com/samplesize.html. Avec 95% de niveau de confiance et une marge d'erreur de 5%.

⁶ Le rapport entre le nombre total réalisé et le nombre total prévu.

Le sondage quantitatif a touché au total 293 personnes avec 53% d'hommes et 47% de femmes. Cependant, sur 100% de femmes sondées, 73,2% sont des réfugiées. De même, sur 100% d'hommes interrogés, 66,4% d'eux sont réfugiés. Trois principales raisons expliquent ces différentes proportions. Premièrement, les réfugiés se montraient plus disponibles à participer au sondage que les membres des communautés hôtes. Deuxièmement, les réfugiés sont regroupés dans les camps et du coup s'était plus aisé pour les enquêteurs de les retrouver. En fin, la situation météorologique a également impacté la collecte des données

En ce qui concerne la profession exercée par les personnes sondées, 16,7% sont sans emploi, 51, 5% exercent la profession soit d'agriculteurs, cultivateurs, éleveurs et/ou pêcheurs. 13,3% sont des commerçants, 6,8% des enseignants, 3,4% des humanitaires et 5,8% des ménagères.

Quant au niveau d'étude, 37,2% n'ont jamais étudié, 27,6 % ont atteint le niveau primaire, 29, 3% le niveau secondaire, 3% d'universitaires et 2,7% ont une formation professionnelle.

3.1. Analyse des Données

Sept enquêteurs (Deux femmes et cinq hommes) ont été recrutés pour appuyer la collecte des données. Ces derniers ont été formés sur les objectifs de l'étude, la méthodologie de collecte ainsi que l'éthique et la sensibilité aux conflits. La supervision de l'enquête a été faite conjointement par le consultant principal et le chef d'équipe des enquêteurs.

Premièrement, la collecte des données par KII a été effectuée par le consultant principal et le chef d'équipe des enquêteurs. Puis la collecte des données par FG a été effectuée par 2 enquêteuses femmes, le chef d'équipe ainsi que le consultant principal, qui ont travaillé en binôme (un était le modérateur et l'autre le preneur de note). Enfin, la collecte des données quantitatives a été effectuée par quatre enquêteurs. Après la réalisation des FG et KII, l'équipe de la collecte des données qualitatives a appuyé la collecte quantitative pour atteindre la taille estimée de l'échantillon. A noter qu'avant la collecte, le questionnaire d'enquête a été traduit en swahili pendant la formation et a été testé sur terrain avant la collecte proprement dite. Pour des réfugiés burundais qui ne parlaient pas swahili, l'équipe de collecte a eu recours à un interprète⁷.

Les informations issues des FG et des interviews individuelles ont été couchées dans des matrices de dépouillement préparées pour cette fin. Il y avait en fait une matrice pour les interviews individuelles et pour les focus groupes. Pour chaque matrice, les enquêteurs s'efforçaient de transcrire intégralement les propos des interviewés sans vouloir les résumer. Il s'agissait donc de transcrire ce qui a été dit sans interprétation aucune. Les matrices ont été soumises à l'analyse.

L'analyse des données a été effectuée en recourant à deux méthodes principales : l'analyse thématique (analyse de contenu) et la théorisation ancrée (*grounded theory*) dans sa version simplifiée. L'analyse thématique a été utilisée en vue de « confronter les propos de plusieurs répondants en regard des thèmes de la recherche ». Pour chacun de principaux thèmes analysés et pour chaque question spécifique, les propos des répondants ont été analysés et rapprochés en vue d'en extraire les ressemblances et les dissemblances. L'objectif était de faire apparaître les thèmes ou les catégories qui résument mieux les propos des répondants et enrichissent l'analyse de la question de recherche. L'analyse ainsi effectuée nous permettait d'élaborer une « grille composée de différentes rubriques

⁷ Président du comité des réfugiés et/ou chef de bloc qui était mis à notre disposition par la CNR pendant la collecte.

thématiques, dans lesquelles sont répartis les extraits des répondants ». L'analyse thématique a été conduite en trois étapes complémentaires :

- **Exploration du corpus.** Les notes issues des matrices ont été soumises à une lecture flottante. L'objectif était de s'imprégner et de comprendre les propos des répondants sans un a priori. Nous nous sommes évertués à prendre un premier contact avec le corpus. Durant cette phase, certaines notes ont été prises de façon spontanée en vue d'alimenter l'identification des thèmes principaux liés à cette recherche.
- **Identification des différents thèmes.** Durant cette étape, le matériau est passé au peigne fin. Nous avons lu intégralement les entretiens au moyen d'un stylo. L'objectif était de « souligner les expressions frappantes, d'entourer les mots clés, les expressions qui reviennent constamment et annoter copieusement dans la marge ». Dans cette perspective, chaque entretien a été soumis à une lecture approfondie paragraphe par paragraphe. L'objectif était d'aboutir à « une grille thématique se présentant par exemple sous la forme d'un tableau » issue de tous les entretiens.
- **Identification et classification des noyaux de sens (extraits du corpus) dans la grille thématique.** Cette grille a été soumise à une analyse minutieuse permettant d'affiner l'identification des thèmes principaux. Il s'agissait de supprimer les éléments qui n'apportent rien en termes de contenu et de reformuler, avec prudence, les propos des interlocuteurs pour en faciliter la compréhension.

Les entretiens ainsi transcrits ont aussi été soumis à une analyse par théorisation ancrée. Le recours à cette méthode permettait de « rendre explicite et compréhensible les grands thèmes dégagés par l'analyse thématique, de les mettre en relation, sous la forme d'un grand schéma disposant les différents thèmes et montrant les interrelations existantes entre ces thèmes » (Hennebo, 2009). Ainsi, les catégories et thèmes identifiés lors de l'analyse thématique ont été soumis au *codage axial* qui a permis de confronter les différentes catégories principales identifiées lors de l'analyse thématique. Le but est d'identifier, pour chaque thématique analysée, « une seule catégorie comme étant le phénomène central d'intérêt ». Cela étant, nous avons commencé à explorer les liens entre catégories en identifiant « les conditions causales qui influencent le phénomène central, de stratégies pour traiter du phénomène, du contexte et des conditions intervenantes qui donnent forme à ces stratégies et des conséquences de la mise en œuvre des stratégies ».

En ce qui concerne les données quantitatives, la collecte a été faite par tablette à travers Kobo collecte. Ces données ont été transmises au lead de l'étude et analysées par le biais des tableaux croisés dynamiques sous SPSS 16.0 et Excel pour de graphiques. L'analyse des données et la rédaction du rapport ont été faites par le Consultant principal Léon IRENGE et membre du cabinet RISD.

4. Résultats de l'enquête

Cette partie va relater l'analyse et l'interprétation des données collectées selon les résultats spécifiques du projet. Plus particulièrement, on analysera les résultats atteints par le projet après son exécution et appréhendera les éléments de durabilité de ce dernier.

4.1. Renforcer et préserver une coexistence pacifique entre réfugiés burundais et population locale

1. Niveau de confiance entre réfugiés Burundais et communauté hôte

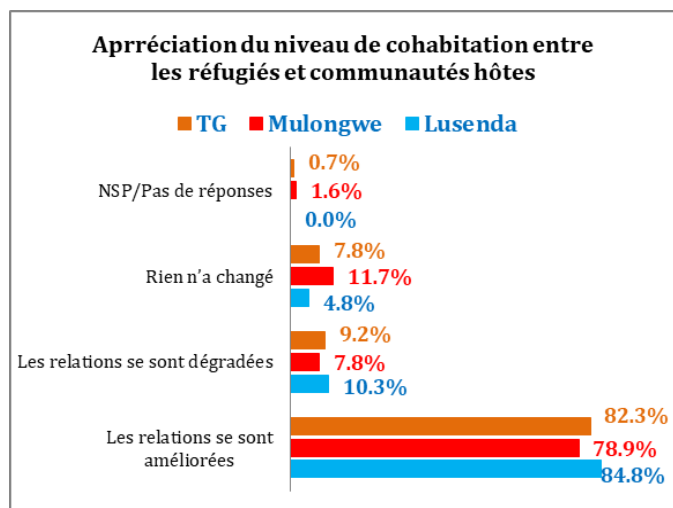
Tableau 4 : % de personnes qui estiment le niveau de confiance

	Fort		Total Fort	Moyen		Total Moyen	Faible		Total Faible
	Réfugiés	C. locale		Réfugiés	C. locale		Réfugiés	C. locale	
Lusenda	12.7%	2.4%	15.2%	60.0%	14.5%	74.5%	9.1%	1.2%	10.3%
Mulongwe	3.1%	3.9%	7.0%	38.3%	36.7%	75.0%	12.5%	5.5%	18.0%
TG	8.5%	3.1%	11.6%	50.5%	24.2%	74.7%	10.6%	3.1%	13.7%

De manière générale, au cours de ces six derniers mois précédant l'enquête, les répondants ont mentionné en majorité que le niveau de confiance entre les communautés hôtes et réfugiés burundais a été moyen (74,7%) dans ces deux villages. Les données issues des analyses qualitatives ont également confirmé cette affirmation et attribuent cette amélioration aux différentes sensibilisations faites par Internews, ses partenaires ainsi que d'autres acteurs humanitaires (ADRA, HCR, etc.). Les résultats indiquent par ailleurs que cet état de confiance est volatile et semble surtout être lié à la situation sécuritaire qui n'est pas stable dans la zone, aux conflits d'accès à la terre, aux ressources naturelles et aux aides humanitaires. Cependant, bien qu'il s'y observe toujours un sentiment de manque de confiance entre ces deux groupes compte tenu du contexte sécuritaire actuel, les résultats issus des analyses indiquent que l'accès aux différents connecteurs publics tels que les écoles, les églises, les marchés, les centres de santé et autres, ont connu un changement très positif comparativement au temps passé. Cela s'illustre par le fait que ces connecteurs sont fréquentés librement par ces deux groupes et la fréquentation est devenue régulière et sans discrimination. Des gestes louables se sont manifestés pour pérenniser cette pratique et conserver ce climat de confiance. C'est le cas de certains journalistes, structures locales (SVH et DLP) et leaders locaux qui se sont investis à sensibiliser les communautés à la cohabitation pacifique malgré la sortie du projet. Cet engagement communautaire prouve qu'une évolution significative s'observe au sein même des communautés bénéficiaires (hôte et réfugié).

« Nous remercions Internews et ses partenaires qui ont contribué à l'amélioration de notre relation avec les résidents. Grâce au débat public et aux émissions qu'ils organisaient dans ce camp, nous avons commencé à collaborer, nos enfants ont commencé à fréquenter l'école, nous circulons librement et sans crainte. Je vous informe que cette situation n'était pas comme ça avant. » Un leader du camp reçu en FG à Lusenda.

2. Niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés et communauté hôte



Cette partie appréhende la situation de la cohabitation entre les réfugiés burundais et les membres de la communauté hôte au niveau des sites retenus par cette évaluation ainsi que les différents problèmes récurrents qui fragilisent la bonne relation entre ces deux groupes. D'une façon générale, on a pu identifier que les populations enquêtées attestent qu'elles sont soudées et que les relations se sont améliorées (82,3%) par rapport à l'avant 2017. Cette cohésion se manifeste surtout lors d'événements

particuliers (fêtes, funérailles, activités de rapprochement telles que la musique, théâtres, football, fréquentations des différents connecteurs...). Toutefois, à cause des inégalités d'accès à la terre, aux ressources naturelles et économiques, lesquelles représentent souvent les lignes de division principale de ces deux groupes, cette cohésion n'est pas stable, car il suffit qu'une goutte d'eau se déverse pour que celle-ci se détériore et que la violence surgisse. En effet, les problèmes les plus récurrents qui fragilisent cette cohabitation sociale sont surtout liés à la situation sécuritaire délicate du milieu mais aussi aux aides humanitaires. S'agissant de la situation sécuritaire, les participants aux FG et KII ont indiqué que cette cohabitation est perçue bonne du fait qu'ils sont dans une situation d'accalmie. Pour eux, tant que la justice sociale n'est pas encore établie, le sentiment de frustration caractérisera toujours les relations entre ces deux groupes et la paix sera toujours relative. Ce qui fait qu'un moindre égarement peut faire ressurgir des tensions. Pour ce qui concerne les aides humanitaires, le constat est qu'elles sont souvent à la base des tensions entre ces deux groupes. C'est le cas par exemple des rumeurs qui circulent dans ces zones selon lesquelles, il y aurait une baisse constante et dramatique de l'aide humanitaire.

Selon les répondants, les tensions liées aux aides humanitaires ont connu une baisse importante de 2017 jusqu'en juillet 2019 et se sont accentuées à partir du mois d'août 2019 jusqu'à ce jour. Il apparaît selon les résultats des analyses qualitatives que cette baisse des tensions observées pendant cette période est attribuée aux différentes informations relatives aux aides

« Actuellement nous sommes en bonne relation avec les populations locales. Notre relation s'est améliorée à travers plusieurs sensibilisations qui ont été faites par Internews, AFEM et SVH. Mais je doute que cette relation soit durable sur le long terme comme Internews a arrêté son projet alors que les besoins sont encore importants. Ici, la situation sécuritaire est volatile. J'estime qu'une simple situation malheureuse peut nous ramener à la case de départ, c'est pourquoi je dis que c'était trop tôt pour Internews de se retirer. » Une femme réfugiée reçue en FG à Lusenda.

humanitaires, à la cohabitation pacifique, et qui étaient diffusées à travers Internews et ses partenaires sur les différentes radios de la place, les réseaux sociaux, les différents magazines, le bulletin Ongea⁸ ainsi que les débats publics. On peut donc déduire que le manque d'informations sur l'aide auprès des bénéficiaires constitue une source des tensions. Un autre problème identifié est que les personnels qui interviennent dans la distribution d'aides humanitaires dans le camp semblent ne pas être outillés suffisamment en sensibilité aux conflits et Do No Harm. Il s'avère donc nécessaire de développer des programmes sensibles aux conflits dans cette contrée, lesquels doivent cibler les personnels humanitaires œuvrant dans la zone, les leaders communautaires, les OSC ainsi que les autorités locales.

4.2. Les moyens d'expression d'opinions des principaux problèmes du milieu

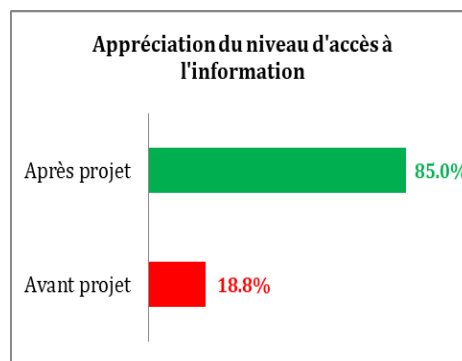
1. Appréciation du niveau d'accès à l'information

Pour comprendre le niveau d'accès à l'information au sein des réfugiés et population locale, il est nécessaire de comparer les résultats issus de l'étude de base à ceux de cette évaluation finale. En effet, il ressort que les résultats ont quadruplé (85%) comparativement à l'étude de base (18,8%). Le caractère relationnel que les individus entretiennent dépendent des informations qu'ils disposent et qu'ils partagent avec leurs entourages. Le manque d'informations peut être à la base de la sous information ou de la désinformation et engendrer par ricochet les tensions. Ainsi, compte tenu des

⁸ Continue de diffuser de l'info sur l'aide humanitaire a moindre fréquence et les agences humanitaires n'approchent plus l'équipe de journalistes comme par le passe pour informer sur leurs programmes.

analyses issues des FG et KII, différents acteurs ont contribué à faciliter les communautés à avoir accès à l'information. Parmi ces acteurs, on note :

- **Internews** : qui a d'abord ciblé les jeunes de ces deux groupes, les journalistes locaux, les structures locales, et les a formés notamment avec son partenaire AFEM sur le journalisme, l'ABC du journalisme, la sensibilité aux conflits, le journalisme sensible aux conflits, au genre et à la sécurité physique du journaliste. Selon les bénéficiaires, cette formation leur a été utile non seulement au niveau individuel mais aussi au niveau communautaire. Pour eux, ces acquis leur



ont permis de développer les émissions visant à informer leurs communautés sur les différents problèmes du milieu, notamment sur la santé, l'éducation, le genre, la nutrition, etc. et leur a permis d'améliorer leur vécu quotidien. Il en est également du raffermissement des liens sociaux entre eux et les communautés hôtes.

- **Les humanitaires (AIRD, UNHCR, ADRA) et la CNR** : ce sont des personnes et/ou structures qui sont directement en contact avec les communautés réfugiées et hôtes. Ils sont cités parmi les facteurs qui ont contribué à la bonne cohabitation entre ces deux groupes et à la réduction des actes de violences dans les camps.

« J'ai beaucoup apprécié l'approche du débat public qu'Internews a pu organiser dans notre entité. Ces débats publics ont franchement contribué à briser des préjugés vis-à-vis des réfugiés et restaurer le climat de confiance entre les réfugiés et nous population locale. D'ailleurs certains réfugiés ont bénéficié de terres pour cultiver à travers notre chef grâce à cette approche de débat public où l'on traitait des différents problèmes du milieu. » Un leader de la communauté hôte reçu en KII à Baraka.

- **Les membres de la communauté réfugiée et hôte** qui sont considérés comme des personnes affectées directement par des tensions et/ou problèmes. Ces derniers ont besoin d'informations relatives à leur vécu quotidien. Les résultats illustrent qu'une fois que ces groupes disposent d'une information quelconque, celle-ci est partagée directement avec leur pair. Il est donc crucial que les personnes qui travaillent dans le domaine s'assurent de la qualité des informations diffusées.
- **Les autorités locales et coutumières** : ils gèrent l'entité et interviennent dans le règlement des conflits de manière non violente. Ils conseillent et informent les membres de la communauté sur l'actualité de leur milieu.
- **Les journalistes des radios partenaires** : ce sont les employés des médias locaux qui travaillent et diffusent des informations aux membres des communautés. Ces derniers ont été formés par Internews et appuyés en matériels pour faciliter l'accès des communautés aux informations. Leurs informations sont appréciées par ces communautés avec une grande crédibilité.

En effet, il ressort des analyses qualitatives que l'accès aux informations permanentes dans la zone a permis de briser les stéréotypes, mythes et préjugés entre les réfugiés burundais et communautés hôtes et rétablir le climat de confiance entre eux. Ces informations ont également permis aux réfugiés d'être en mesure de comprendre leurs droits et devoirs ainsi que les moyens pour les revendiquer. En fin, les répondants ont épinglé une liste d'éléments sur lesquels ils sont informés, c'est l'objet de la section suivante.

2. Différents éléments sur lesquels les membres de la communauté sont informés

Qu'ils s'agissent des membres des communautés locales ou hôtes, il ressort que ces deux communautés sont informées sur la protection, les droits humains, les communautés hôtes, l'actualité du pays, la sécurité, les réfugiés Burundais, la résolution pacifique des conflits ainsi que l'assistance humanitaire. Selon les informations recueillies dans les FG et KII, il ressort que si l'un des membres de la communauté dispose d'une quelconque information, celui-ci le partage directement avec les

« A travers la formation en journalisme sensible aux conflits et au genre, je me suis senti très engagé dans mon métier en intégrant ces approches dans ce que je fais au jour le jour. J'ai remarqué que mes émissions deviennent meilleures et sont très appréciées. » Un journaliste formé par Internews et AFEM et reçu en KII à Lusenda.



membres de la famille et des voisins avec qui, ils sont en relation permanente. L'avantage de ce partage d'informations est lié au fait que dans le cadre de ce projet on a pu renforcer les capacités des journalistes sur l'ABC du journaliste, le journalisme sensible aux conflits et au genre. Sinon, le risque allait être lié à la transparence des informations diffusées. Cependant, il ressort généralement que l'accès à l'information dans ces zones d'enquêtes a permis d'une part, de raffermir les liens sociaux entre ces deux communautés et de réduire les violences, d'autre part. Par ailleurs, la crainte émise par les personnes sondées est

qu'à la sortie du projet, l'accès à l'information devient moins permanent et que dans un futur proche, cet accès sera plus difficile.

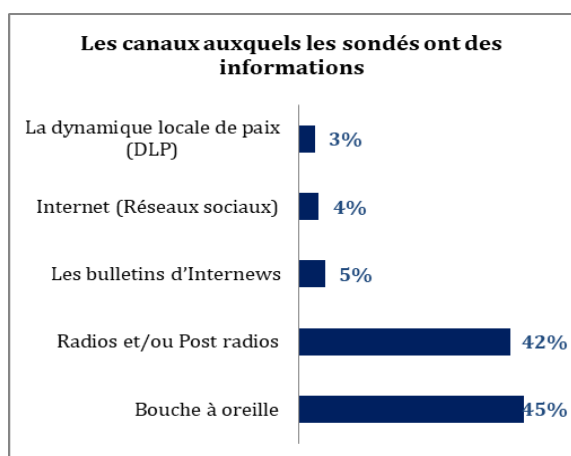
Certains journalistes rencontrés sur place ont émis plusieurs difficultés auxquels ils font face. Il s'agit surtout des moyens financiers pour se procurer les données et crédits téléphoniques. Ces derniers, ont indiqué qu'ils recevaient pendant la mise en œuvre du projet les moyens qui leurs permettaient de télécharger les informations et les partager avec les membres des communautés via les réseaux sociaux. Ce qui n'est plus vraiment le cas actuellement même si la pérennisation du bulletin est un grand acquis et succès de la stratégie de sortie du projet. A noter que ces journalistes constituent donc un passage entre les informations à diffuser et les membres des communautés ; surtout les réfugiés. Selon les personnes interrogées, ce projet a été perçu comme un pont qui a contribué à l'amélioration de la relation et du niveau de confiance entre les communautés hôtes et réfugiés et a permis de créer un espace de rencontre et de dialogue entre ces deux groupes voire aussi entre les communautés et

organisations humanitaires. Enfin, les structures locales telles que SVH, DLP ainsi que les journalistes locaux formés constituent les acteurs avec qui le projet a pu collaborer. La collaboration de ces structures avec les communautés a été permanente pendant la mise en œuvre du projet et leurs actions continuent d'être perçues par les communautés comme ayant une importance capitale pour la coexistence pacifique.

Le graphique ci-dessous nous montre les canaux par lesquels les répondants sont informés de la situation de leur milieu. Ainsi, dans cette section, nous allons appréhender les paramètres d'accessibilité et le type d'informations voulues par les communautés.

3. Les canaux par lesquels les membres des communautés sont informés de leur situation

De manière générale et comparativement à l'étude initiale, plus de personnes sondées sont informées à travers la bouche à oreille (45%), les radios (42%), les bulletins d'Internews (5%)⁹, etc. Une grande



avancée par rapport à l'étude de base a été remarquée à travers cette analyse. Cependant, les données issues des analyses qualitatives soutiennent ces résultats mais évoquent en majorité les bulletins d'Internews, la DLP, le débat public ainsi que les réseaux sociaux qui ont aussi servi comme canaux d'informations aux membres de la communauté. Il est à noter ici que plusieurs répondants faisaient référence à Internews quand ils citaient la radio comme canal par lequel ils s'informent.

Comme évoqué précédemment, il ne s'agit donc pas d'une contradiction entre les données qualitatives et quantitatives sur les sources d'informations mais plutôt d'une complémentarité. Ceci est justifié même par le fait du caractère relationnel qu'ont les individus. Les informations dont ils disposent, ils les partagent avec leurs pairs (les membres de la famille, les collègues, les voisins, etc.). Le constat est que si l'un des réfugiés ou d'un membre de la communauté dispose d'une information, celui-ci la partage directement avec son entourage. Ce qui fait que le partage d'information via la bouche à oreille puisse prendre une proportion plus importante que d'autres canaux. On peut donc déduire que le canal de bouche à oreille est la combinaison de plusieurs autres canaux.

« Depuis que nous avons appris la fin du projet d'Internews, la fréquence des informations que nous recevions a sensiblement baissé et pourtant ces informations nous aidaient beaucoup dans la cohabitation et la collaboration avec nos familles d'accueil. » Une femme réfugiée reçue en FG à Lusenda.

« J'ai beaucoup confiance dans les émissions de nos journalistes car elles touchent vraiment les réalités de ce que nous vivons. Une fois que je reçois une quelconque information de leur part je la partage avec les membres de ma famille et mes amis. Bref, j'aime bien ces émissions, elles sont vraiment sources d'espoir et rassurante. » Un homme réfugié reçu en FG à Lusenda.

⁹ Il est important de relativiser ce % compte tenu que la plupart des répondants confondent également radios et bulletin d'Internews

On a également noté des analyses qualitatives que les informations venant des correspondants réfugiés et journalistes des radios partenaires formés par Internews sont considérés comme les plus fiables par les membres de la communauté. Car, il y a une confiance du fait du caractère humanitaire que les communautés ont trouvé dans les informations diffusées et le fait que les journalistes et le personnels des médias veillent à ne pas diffuser de fausses informations. Par ailleurs, le risque du canal du bouche à oreille est qu'il peut être à la base de la sous-information ou de la désinformation dans la mesure où la personne qui diffuse cette mauvaise information vise un intérêt particulier.

En fin, plus du trois quart (94,4%) de personnes interrogées ont indiqué avoir accès à ces différents canaux d'informations comparativement à l'étude de base (18,2%), soit une amélioration significative de 76,2%. Ceux qui ont mentionné n'avoir pas accès sont de l'ordre de 5,6%. Les causes évoquées sur ce manque d'accessibilité sont liées au manque soit de poste radio, d'un téléphone et/ou d'internet.

4. Les types d'informations que les membres de la communauté aimeraient avoir

Tableau 5 : % de personnes qui citent les types d'informations qu'ils aimeraient avoir

	Réfugiés	Communauté hôte	TG
Assistance humanitaire	27.0%	4.8%	31.7% ¹⁰
Cohésion sociale et cohabitation pacifique	27.0%	14.3%	41.3% ¹¹
Sécurité	4.8%	3.8%	8.5% ¹²
Les Réfugiés Burundais	4.1%	0.3%	4.4%
Résolution pacifique des conflits	3.1%	0.7%	3.8%
L'actualité du pays	0.7%	3.4%	4.1%
La protection/Droits humains	1.0%	2.7%	3.8%
NSP/Pas de réponse	2.0%	0.3%	2.4%
TG	69.6%	30.4%	100%

Analysant les données de ce tableau, d'une façon générale, il ressort que les types d'informations que les répondants aimeraient avoir sont nombreux dont les plus souhaités sont ceux liés à l'assistance humanitaire (31,7%), à la cohésion sociale et cohabitation pacifique (41,3%) ainsi qu'à la sécurité (8,5%). Comparativement aux résultats de l'étude de base, le constat est que ces informations restent prioritaires pour les membres des communautés et sont liés à la vulnérabilité et au caractère relationnel qui les caractérisent (Communauté hôte et réfugiés).

▪ L'Assistance humanitaire :

cet élément a été régulièrement illustré dans différents FG et KII quel que soit le sexe et l'appartenance communautaire. Cependant, les besoins d'aides humanitaires ainsi que les

« J'aimerais toujours être informé sur l'assistance humanitaire, la cohésion sociale et la cohabitation entre nous et la communauté hôte. Ces informations sont utiles pour nous car elles nous tiennent par exemple au courant de la prochaine aide. Pour la cohabitation, ces émissions nous permettent de briser le sentiment de division entre nous. » Un homme réfugié reçu en FG à Lusenda.

¹⁰ Soit 46,3% à l'étude de base

¹¹ Soit 30,4% à l'étude de base

¹² Soit 24,8% à l'étude de base

conflits y afférents sont fréquents dans ces zones où habitent les réfugiés. Il est donc logique que l'assistance humanitaire figure comme le principal besoin en information.

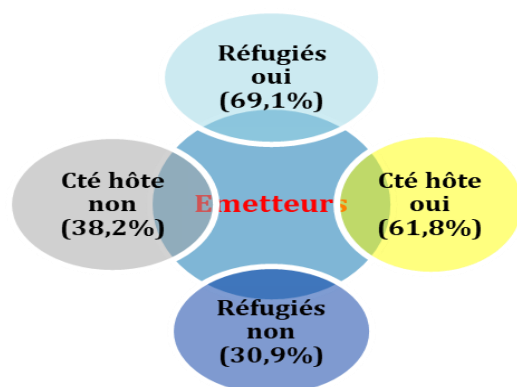
- **Cohésion sociale et cohabitation pacifique** : dans ces sites, il est observé que la cohésion sociale ainsi que la cohabitation pacifique sont de temps en temps handicapées par plusieurs facteurs tels que : la xénophobie aigüe, les préjugés et stéréotypes entre ces deux groupes ainsi que les problèmes d'accès à la terre qui est d'ailleurs la source principale de divisions actuellement. Ainsi, les membres des communautés ont émis les vœux d'avoir régulièrement des informations sur ces éléments sus évoqués afin de mitiger les problèmes qui les guettent. Notamment les problèmes d'accès à la terre, à l'aide alimentaire, la discrimination sociale, etc.

Cependant, s'agissant de la question de savoir si les répondants se sentiraient à l'aise de partager les informations une fois qu'ils les ont, 86% d'eux ont répondu positivement à la question. Soit 88,2 % pour les réfugiés et 81% pour les membres de la communauté hôte. En effet, nombreux ont indiqué vouloir partager ces informations avec les réfugiés

burundais (47,2%), les communautés hôtes (20,6%), les humanitaires (14,3%) ainsi que les membres de la famille (12,3%) afin de communier ensemble sur les problèmes qui les divisent et trouver les solutions y afférentes. A noter par ailleurs que ceux qui ont répondu négativement à la question ont évoqué les causes liées au manque de confiance envers l'autre (63,4%), l'insécurité (14,6%) et le manque de volonté (9,7%).

« Je me sentirai toujours à l'aise pour partager les informations avec tout le monde sans distinction car ces informations contribuent beaucoup au rétablissement des liens sociaux jadis inexistant dans le temps entre nous et les réfugiés » Un homme de la communauté hôte reçu en FG à Mulongwe.

5. % de personnes qui pensent que les radios partenaires d'Internews ont les émetteurs pour diffuser les informations dont ont besoin les réfugiés Burundais et communautés hôtes ?



question, plusieurs personnes dans les FG de Mulongwe et surtout à Lusenda ont exprimé leur sentiment de gratitude quant aux actions qui ont été exécutées par Internews et ses partenaires. C'est

La majorité de personnes sondées est unanime sur le fait que les radios partenaires d'Internews possèdent les émetteurs et équipements pour produire et diffuser les informations dont ont besoin les réfugiés burundais et communautés hôtes. Il s'agit de 69,1% et 61,8% des sondés, respectivement. Quant à cette

« Les informations diffusées rencontrent vraiment notre attente. Elles contribuent à l'amélioration de notre vie quotidienne surtout quand elles abordent les aides humanitaires et la cohabitation pacifique entre nous et les communautés hôtes. » Un homme de la communauté hôte reçu en FG à Lusenda.

dans ce sens que ces derniers ont encore rappelé le succès d'Internews et ses radios partenaires dans le rétablissement de la collaboration, du niveau de confiance, de la réduction des violences et surtout l'amélioration du niveau d'acceptation des réfugiés burundais. Tout cela, à travers les émissions produites, les débats publics organisés, les bulletins d'informations, les différentes formations, etc.

6. % de personnes qui connaissent et consultent le bulletin ONGEA¹³

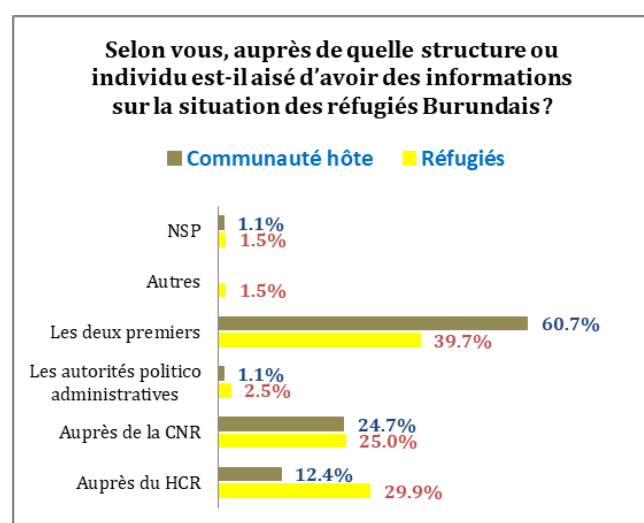
Tableau 6 : % de personnes qui connaissent et consultent le bulletin Ongea

	site	Réfugiés	Communauté hôte
Oui	Lusenda	36.3%	21.3%
	Mulongwe	12.7%	32.6%
Total Oui		49.0%	53.9%
Non	Lusenda	29.9%	12.4%
	Mulongwe	21.1%	33.7%
Total Non		51.0%	46.1%
TG		100.0%	100.0%

S'agissant de la connaissance et consultation du bulletin Ongea, il ressort des analyses qu'en moyenne, plus de la moitié (51,5%) les connaissent, soit (53,9%) pour les communautés hôtes contre (49%) des réfugiés. Par rapport au site, il ressort que ce bulletin est plus connu à Lusenda (36,3%) qu'à Mulongwe (12,7%) et vice versa pour ce qui concerne les communautés hôtes. S'agissant du nombre de fois que nos sondés ont pu consulter ce bulletin, il apparaît qu'il est consulté en moyenne 3 fois par semaine et 40 fois au maximum. Pour ce qui est de son appréciation, les répondants à cette évaluation indiquent que ce bulletin contribue non seulement aux besoins d'informations de la communauté (46,6%), améliore les relations entre les réfugiés et communauté hôte (32,4%) mais aussi il renforce le niveau de confiance entre ces deux groupes (19%). Cette appréciation quantitative est corroborée par les résultats issus des analyses qualitatives.

4.3. Le niveau d'acceptation des réfugiés par les communautés hôtes

7. Les structures auprès desquelles il est aisé d'avoir des informations sur la situation des réfugiés



Les résultats de ce graphique prouvent qu'il est aisé d'avoir les informations sur les réfugiés auprès de ces deux structures (UNHCR et CNR). Les résultats issus des analyses qualitatives ont soutenu cette thèse et indiquent que, quiconque a besoin de ces informations peut en avoir pourvu qu'il en justifie le besoin de leur utilisation. Ainsi, il est indiqué par plusieurs personnes rencontrées lors de cette évaluation que la CNR et le HCR sont des acteurs clés qui interviennent et facilitent les travaux d'autres acteurs humanitaires dans le camp. C'est le

¹³ Appelé bulletin Yaga en Kirundi.

cas par exemple d'AFEM qui a indiqué lors de l'entretien individuel que la CNR a été un acteur clé dans la réalisation de ses émissions rendant disponible les informations nécessaires pour la préparation et la production des bulletins d'informations. De même, les membres de la communauté hôte ainsi que les réfugiés, sont unanimes sur le fait que ces organisations appuient les réfugiés ainsi que les familles d'accueil en assistance humanitaire, en sécurité et cohabitation pacifique.

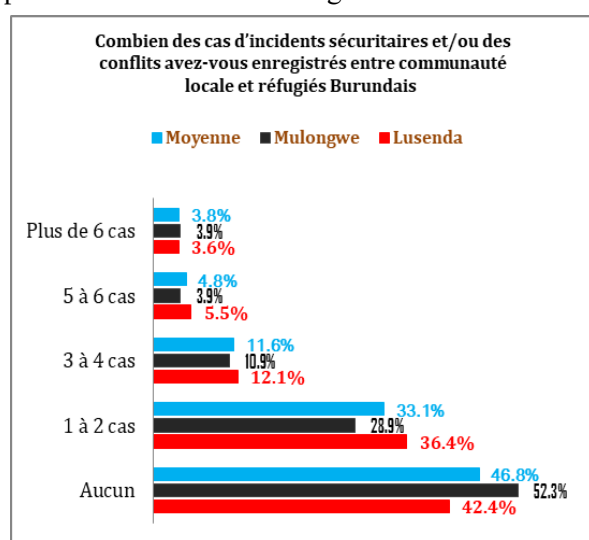
« En tout cas, à mon avis, les informations sur les réfugiés sont faciles à trouver auprès de la CNR ou HCR. L'important seulement c'est de justifier l'utilisation des informations recherchées. » Un membre de la CNR en KII à Mulongwe.

8. % de personnes qui parlent de la diminution d'incidents sécuritaires

Tableau 7 : Fréquence de la diminution d'incidents sécuritaires

	A diminué	Resté stable	A augmenté
Lusenda	83.03%	3.03%	13.94%
Réfugiés	83.70%	1.48%	14.81%
C. hôte	80.00%	10.00%	10.00%
Mulongwe	76.56%	14.84%	8.59%
Réfugiés	76.81%	13.04%	10.14%
C. hôte	76.27%	16.95%	6.78%
Moyenne	80.20%	8.19%	11.60%

En comparaison avec la situation d'avant janvier 2017, il ressort de ce tableau que les nombres d'incidents sécuritaires impliquant les deux communautés ont considérablement baissé. En moyenne, plus de trois quart (80,2%) de personnes interrogées l'ont confirmé, soit 83% à Lusenda et 76,5% à Mulongwe. Qu'il s'agisse des réfugiés ou communautés hôtes sur ces deux sites, la perception quant à la diminution d'incidents sécuritaires est la même. En effet, les données qualitatives vont également dans ce sens et soutiennent que ces villages enregistrent progressivement des avancées importantes dans le cadre de la réduction des violences. Les activités de sensibilisation faites par Internews via ses partenaires et certaines organisations humanitaires sur l'importance de la cohésion sociale et la



conversation éducative orientée vers la recherche de la paix et le développement constituent les principaux facteurs ayant permis à différentes personnes d'adopter un comportement d'harmonie et de communion. Grâce à cette sensibilisation médiatique, plusieurs personnes sont favorables au dialogue, aux activités de rapprochement et au règlement des conflits à l'amiable. Ce qui a été un facteur de renforcement de la cohésion sociale entre les membres de ces deux communautés. D'autres aspects importants ont été également évoqués, il s'agit de la participation des différents groupes aux connecteurs vitaux.

Dans ces deux villages tel qu'illustré dans ce graphique ci-haut, presque la moitié (46,8%) des

personnes sondées n'ont connus aucun cas d'incidents sécuritaires, soit 52,3% à Mulongwe et (42,4%) Lusenda. D'autres ont connus plus d'un cas. En termes de rappel, plusieurs cas d'incidents sécuritaires et des violations des DH étaient enregistrés presque tous les jours en 2016 comparativement à ce jour où cette situation a sensiblement baissé grâce aux travaux de sensibilisation qui ont été réalisés à travers ce projet et autres organisations locales et internationales. Néanmoins, parmi les cas d'incidents identifiés figurent par exemple :

- Les viols et violences sexuelles :** ces éléments ont été régulièrement évoqués dans différents FG des femmes. La violence sexuelle en relation avec le viol, certaines femmes se sont vues forcer à avoir des relations sexuelles contre leur gré par des membres des communautés hôtes, des détenteurs d'armes à feu et même certains humanitaires. Il ressort des FG de femmes que certaines femmes et/ou filles se font également violer quand elles sortent de leurs ménages pour aller cultiver leurs champs ou chercher du bois de chauffe. La prostitution est également monnaie courante dans ces villages. Plusieurs femmes déplacées reçues dans les groupes de discussion ont raconté que nombreuses d'entre elles se prostituent pour arriver à subvenir à leurs besoins primaires et nourrir leurs enfants. A noter ici que plus de 80% de familles réfugiées ont à leur tête une femme.

« Plusieurs d'entre nous font la prostitution non pas parce que c'est ça notre nature mais c'est plutôt pour nous permettre de subvenir à nos besoins primaires. Nous n'avons d'autre choix que ça quand nous manquons à manger. Nous vivons la souffrance ici, nous manquons à manger. » Une femme déplacée reçue en FG à Lusenda.

- Non-respect des conventions de paiement pour les déplacés qui travaillent** dans les champs des résidents : n'étant pas à même de subvenir aux besoins de leurs familles en déplacement, les déplacés cultivent les champs pour les résidents en contrepartie d'une somme d'argent. Malheureusement, certains résidents en abusent et n'honorent pas leur engagement.

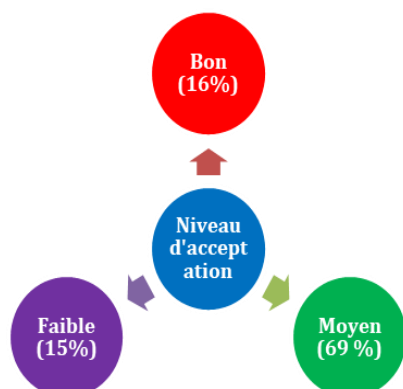
« Nous travaillons dans les champs de nos familles d'accueil en contrepartie d'une somme convenue. Malheureusement, après avoir fini, certains n'honorent pas leurs engagements. Cette situation est souvent à la base des violences entre nous et les communautés hôtes. Il arrive parfois qu'on loue leurs champs mais quand on veut cultiver ce que nous avons semé, ils nous refusent l'accès aux champs et veulent tout confisquer. » Un homme réfugié reçu en FG à Mulongwe.

- Les cas d'injures publiques, destructions méchantes, etc. Eu égard aux cas ci-haut évoqués, il a été constaté que la dynamique locale de paix (DLP) et SVH joue un rôle crucial dans la réduction de la violence à travers ses activités de sensibilisation à la paix, à la cohabitation pacifique et à la médiation foncière.

9. % du niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par les communautés hôtes

69 % des enquêtés affirment que le niveau d'acceptation de réfugiés Burundais est moyen comparativement à l'étude de base où ce taux était largement inférieur. Parmi les personnes ayant affirmées cela, figure 69,6% des membres de la communauté hôte contre 68,6% des réfugiés.

Toutefois, les FG avec ces deux groupes ont évoqué pas mal de problèmes qui fragilisent quelque fois leur cohabitation et par ricochet influence négativement leur acceptation. Le constat issu des analyses qualitatives est que les avancées significatives quant au niveau d'acceptations ont été observées à



partir de la diffusion des différentes émissions de radios partenaires d'Internews et de la sensibilisation faites par les structures locales et internationales (DLP, SVH, ADRA, AIRD, CNR, UNCH, Comité des réfugiés, etc.). Rappelons qu'à l'arrivée des réfugiés Burundais, la population autochtone avait des avis négatifs vis-à-vis d'eux. Elle les assimilait aux réfugiés Rwandais de 1994 et l'instabilité et les conflits qui. S'en sont suivis. Aussi, au niveau politique, ces réfugiés étaient considérés par les communautés locales comme de futurs occupants. Au niveau des aides humanitaires, les réfugiés avaient beaucoup de plaintes sur

l'aspect alimentaire, le respect du calendrier des distributions et des rations alimentaires, etc. C'est ainsi que les réfugiés burundais ne pouvaient pas circuler librement, cohabiter avec la population locale, accéder à la terre, aux ressources naturelles, et. Cependant, les médias partenaires d'Internews se sont engagés à traiter ses questions des réfugiés et jouer le rôle de médiateurs au niveau des agences humanitaires qui interviennent. Il en est de même d'autres émissions à caractère pacifique qui ont permis un cadre d'échange et de dialogue entre la population locale et la communauté hôte. Ce cadre a permis de briser ce climat de méfiance, les stéréotypes, les préjugés et faire comprendre que les réfugiés Burundais ne sont que victimes des aspects politiques de leur pays. Il a également contribué à la réduction des violences et a permis à ces deux groupes d'interagir et collaborer. Ce qui a finalement renforcé leur degré d'acceptation par les habitants locaux.

“Les émissions diffusées par Internews à travers le bulletin ONGEA, le débat public et autres types d'émissions ont beaucoup contribué à notre cohabitation avec les communautés d'ici. Avant on n'était pas accepté, on ne pouvait plus circuler mais voilà aujourd'hui nous circulons librement, nous parlons et mangeons même ensemble avec les habitants d'ici. Parfois on se rend même visite et passons la soirée ensemble. — Un homme réfugié reçu en FG à Lusenda

10. % de personnes qui ont l'accès satisfaisant aux informations spécifiques sur les questions liées au genre

Tableau 8 : Fréquence d'accès aux questions sur le genre

	Réfugiés	Communauté hôte	Moyenne
Oui	63.2%	52.8%	60.1%
Masculin	39.7%	48.3%	42.3%
Féminin	23.5%	4.5%	17.7%
Non	36.8%	47.2%	39.9%
Masculin	10.8%	10.1%	10.6%
Féminin	26.0%	37.1%	29.4%
TG	100.0%	100.0%	100.0%

S'agissant de personnes qui ont accès satisfaisant aux informations spécifiques sur les questions liées au genre, il ressort des analyses quantitatives qu'en moyenne 60,1% de personnes sondées en ont. Soit 63,2% pour les réfugiés et 52,8% pour les communautés hôtes. Par rapport au sexe,

on note une proportion significative d'hommes (42,3%) comparativement aux femmes (17,7%). Bien que cette proportion soit minime, les résultats indiquent qu'une forte amélioration s'est réalisée comparativement au début du projet. En effet, les résultats qualitatifs indiquent de ce fait, qu'au début du projet, les voix des femmes n'étaient pas vraiment entendues. A travers AFEM qui l'a d'ailleurs constaté via les feedbacks des auditeurs, cette association des femmes des médias a mis au cœur de leurs émissions la situation des femmes réfugiées dans le camp. Grâce à cela, les femmes ont commencé à exprimer leurs besoins et leurs voix ont commencé à être prises en compte dans les différentes décisions. A titre illustratif, il ressort qu'à travers la sensibilisation d'AFEM sur le genre, une femme vivant dans le camp a été formée comme journaliste et est devenue correspondante de cette plateforme des femmes des médias. Celle-ci continue à travailler comme bénévole, envoie à AFEM les informations sur la situation des réfugiés dans le camp. AFEM à son tour les diffuse en reportage. En termes de durabilité, malgré la fin du projet, AFEM continue à informer sur la situation des réfugiés et notamment grâce à cette correspondante d'ONGEA.

“J’ai suivi avec intérêt la formation sur le genre. A travers cette formation, j’ai compris que la femme est un élément moteur de la communauté et peut contribuer à l’émergence de la communauté où elle vit à travers le rôle qu’elle joue ou qu’elle peut être appelé à jouer”. – Un homme réfugié reçu en FG de Lusenda

En outre, d'autres participants aux FG ont indiqué avoir suivi des formations sur le genre et que cette formation leur a été utile dans leur travail. Par exemple, un journaliste reçu en KII a indiqué que suite aux formations il fait désormais ses reportages en tenant compte systématiquement de l'aspect genre. D'autres ont indiqué que le magazine mensuel sur la situation des femmes réfugiées burundaises et des communautés hôtes a permis de réduire sensiblement la discrimination faite aux femmes et par ricochet a contribué à l'amélioration de la coexistence entre hommes et femmes.

5. Conclusion et Recommandations

5.1. Conclusion et leçons apprises

Après avoir posé un regard critique sur toutes les activités menées, il ressort dans sa globalité que l'ensemble des actions ont été mises en œuvre de manière effective tenant compte des bénéficiaires, des acteurs du milieu et du contexte et ont rempli avec succès les résultats escomptés et les objectifs spécifiques du programme.

S'agissant **des moyens d'expressions d'opinions des principaux problèmes qui touchent les réfugiés avec les autorités locales, les organisations d'aides et communautés hôtes**, il ressort des analyses que les communautés (réfugiés et hôtes) ont pu identifier les différents canaux sur lesquels ils peuvent s'informer et exprimer leurs opinions en lien avec les problèmes qui les guettent ; C'est ainsi qu'ils ont cité le bulletin ONGEA, le débat public, la radio, la DLP, etc. En effet, les répondants ont indiqué qu'à travers ces canaux, un progrès considérable dans les relations entre les réfugiés, les autorités locales et surtout les populations locales s'est fait remarquer.

Quant au **niveau d'acceptation des réfugiés par les communautés hôtes**, les résultats de cette évaluation illustrent des avancées significatives comparativement à l'étude initiale. Le succès de ce

progrès est basé sur les différentes activités de sensibilisation faites par Internews, ses partenaires (DLP, SVH) et certaines organisations humanitaires sur l'importance de la cohésion sociale, la cohabitation pacifique et la conversation éducative. Lesquelles sont orientées vers la recherche de la paix et le développement. Grâce à cette sensibilisation de portée médiatique, plusieurs personnes ont été favorables au dialogue, à la cohabitation, aux activités de rapprochement et au règlement des conflits à l'amiable. Ce qui a permis à différentes personnes d'adopter un comportement d'harmonie et de communion.

En ce qui concerne **la coexistence pacifique**, les résultats illustrent que grâce aux différentes activités de sensibilisation menées par le projet, le climat de méfiance, les préjugés, les stéréotypes qui animaient les membres de la communauté locale envers les réfugiés ont sensiblement baissé comparativement à la situation d'avant-projet. De ce fait, les réfugiés Burundais sont en confiance avec les membres de la communauté hôte qui ont dépassé leurs préjugés.

Au début du projet, les communautés réfugiées et hôtes étaient très réceptives aux rumeurs et avaient une représentation négative entre elles d'une part et acteurs humanitaires d'autre part. L'évaluation de base avait illustré que la quantité d'informations était trop faible. Les rencontres entre la communauté, les leaders locaux ainsi que les acteurs humanitaires étaient trop irrégulières. Beaucoup de questionnements au niveau de la communauté restaient sans réponse ce qui laissait place aux rumeurs et aux distorsions d'informations. Lors de cette évaluation, la population sondée affirme que les débats publics ainsi que les émissions radios ont permis de fournir des éléments de réponses à leurs questionnements sur les différents problèmes qui les touchent et leurs permettent de construire une relation harmonieuse entre communautés, chefs locaux et acteurs humanitaires.

Le débat public a été perçu par les membres de la communauté comme une opportunité de rencontre, de partage, de discussion et de dialogue entre toutes les communautés (réfugiées et hôte) et acteurs humanitaires présents dans la zone. Cette activité a donc permis de transmettre des informations dont la population avait besoin et comprendre plus en détails les intérêts et positions de chacun.

Enfin, le projet a réussi à pérenniser le bulletin ONGEA et la réalisation des débats publics par les partenaires locaux SVH et DLP qui ont été cités comme des services et activités clés de la coexistence pacifique ayant permis une amélioration significative de la situation sécuritaire et des relations entre les communautés. Malgré les circonstances difficiles et certains défis liés notamment au conflit foncier et la réduction de l'aide humanitaire, ces espaces de dialogue et d'informations seront toujours disponibles pour maintenir la cohésion sociale. Afin de consolider ces acquis et cette pérennisation, une autre phase de projet et d'accompagnement serait souhaitée prenant un compte certaines recommandations ci-dessous.

Recommandations

A l'issu des résultats de cette évaluation, les recommandations suivantes ont été formulées pour les actions prochaines :

o Pour les activités médias et activités communautaires

Il est clair que la maîtrise du niveau de la cohésion au niveau de la communauté joue un rôle crucial dans le maintien de la paix. La prise en compte de cette cohésion ou de la division doit être au centre de l'attention d'Internews, ses partenaires (AFM, SVH, DLP) et autres organisations oeuvrant dans la zone. Il serait donc important d'exhiber par exemple que la cohésion est possible entre différents

groupes, différents acteurs, différentes communautés, avec des cadres de vies et perceptions différentes. Dans le cadre de la perrenisation de l'action, il est recommandé à Internews, ses partenaires locaux et autres organisations oeuvrant dans la zone d'intégrer dans leurs bulletins et/ou outils de sensibilisation, des messages véhiculant l'acceptation de la différence, le respect des valeurs et de la dignité de l'autre ; l'empathie au-delà de la sympathie, soit en général des messages qui montrent que la cohésion est possible en dehors du cadre familial, intracommunautaire et des relations de proximité. Ceci est possible du fait que le projet a pu renforcer les capacités des journalistes sur la communication sensible aux conflits et les informations qu'ils transmettent sont perçues comme très fiables par la communauté.

Les résultats des analyses nous ont fait constater que les enjeux de la cohésion, les problèmes, le contexte ainsi que les risques diffèrent selon les sites d'intervention, notamment Lusenda et Mulongwe. Internews, ses partenaires ainsi que d'autres organisations oeuvrant dans la zone doivent tenir compte de ces différences au niveau de ces différents villages. Un suivi régulier de la mise à jour des différents problèmes et enjeux et dans la circulation des informations doit être mis en place. Une coordination commune des actions s'avère indispensable afin d'éviter la duplication d'actions et permettre de converger dans la même direction. A noter bien sûr que la zone de Mulongwe n'était pas au départ dans la zone d'intervention du projet. Elle a été prise en compte vers la fin du projet à la suite de l'ouverture du camp.

○ **Stratégie pour la circulation de l'information**

Les émissions radio ont été utiles dans le cadre de ce projet. Selon les personnes interrogées, ces activités abordaient et soulevaient les problèmes les plus pertinents aux communautés affectées par la crise. Ces problèmes jadis qui embourbaient les communautés étaient rarement touchés directement. Ce qui facilitait la circulation des mauvaises informations. Les émissions radio et débats publics ont de ce fait contribué partiellement à la rectification de ce problème. Cependant, le constat de l'analyse est que la bouche à oreille figure toujours parmi les principaux canaux qui informent les membres de la communauté. Il est clair qu'à travers le canal de la bouche à oreille, une personne mal intentionnée et qui veut manipuler l'opinion peut véhiculer des fausses informations visant à nuire à la communauté. Ainsi, il serait recommandé de toujours renforcer et faciliter l'accès à l'information pour la communauté. On doit aussi noter que chez l'auditeur (la communauté) différents stades de changement sont à considérer lorsqu'il écoute les informations en commençant par l'attention, la compréhension, l'acceptation du message, le changement d'attitude jusqu'à la validation du message. Il est recommandé ici qu'Internews, ses partenaires et autres organisations oeuvrant dans la zone de renforcer la capacité de résilience de la communauté à partir du stade de compréhension. Si on fournit aux réfugiés et à la communauté hôte, les informations nécessaires pour avoir les connaissances sur le statut des réfugiés, les droits et devoirs des réfugiés ainsi que les moyens pour les revendiquer, ces deux groupes seront moins sensibles au discours de division.

○ **Renforcer la sensibilité aux conflits et Do No Harm**

Selon les discussions menées sur terrain avec les membres de la communauté sur cet aspect, il est recommandé pour les actions futures de consolider les activités de communication et autres en variant les bénéficiaires de manière rotative. Ceci peut se faire à travers l'implication des leaders communautaires de ces deux groupes tout en visant bien sûr l'inclusion sociale.

Le manque de redevabilité de certaines organisations humanitaires a été critiqué par les bénéficiaires, les réfugiés tout comme les résidents. Leur implication dans les consultations communautaires induit des attentes à leur niveau. En vue d'éviter les questionnements et apporter des réponses à leurs doutes, il est nécessaire de leur rendre compte des activités menées ou à mener.

La sensibilité aux conflits doit caractériser les staffs humanitaires qui interviennent dans ces sites, lesquels sont en relation avec la communauté tant dans le cadre de leur travail que dans le cadre de leur vie quotidienne. Il peut être souhaité la mise en place d'un projet visant à soutenir et/ou renforcer les capacités de la sensibilité aux conflits et do no harm à leur égard. Bien sûr en songeant aussi aux leaders locaux, aux organisations de la société civile ainsi qu'aux autorités locales qui apportent leur l'appui aux humanitaires.

Les journalistes qui ont bénéficié des formations doivent continuer à veiller et s'assurer que les informations qu'ils diffusent sont sensibles aux conflits et ne contiennent pas des messages à caractère manipulateur. Il serait donc recommandé que toutes les activités de mobilisation au niveau communautaire puissent être faites de manière participative sans avoir une approche top-down. SVH, DLP ainsi que les radios partenaires doivent prendre cela en compte dans la réalisation de leurs activités. Il en est de même pour d'autres organisations humanitaires oeuvrant dans la zone.

○ **Stratégies pour la coexistence pacifique**

Bien que le projet enregistre des progrès considérables sur la coexistence pacifique, il a été démontré dans plusieurs FG et KII que les préjugés sur les réfugiés burundais selon lesquels ils seraient assimilés aux groupes rebelles FNL persistent. Ainsi, en vue d'instaurer un sentiment de peur et pour mettre en garde tout réfugié qui oserait collaborer avec des rebelles FNL, la plupart de membres des communautés hôtes se ventent d'appartenir au groupe armé maïmaï. Il serait donc recommandé de promouvoir des activités visant à lever l'équivoque quant à la différence entre civil réfugié burundais et le groupe armé FNL. Ce qui permettra par ricochet, à la population de distinguer ceux dont le statut des réfugiés est reconnu par le HCR et d'autres éléments armés bien qu'ils soient burundais.

Pendant la collecte des données, il a été évoqué qu'il y a régulièrement des mouvements des réfugiés d'un camp à l'autre et cela a commencé à susciter des chuchotements de part et d'autre. Pour préserver les acquis déjà enregistrés, il est crucial d'orienter les organisations qui s'occupent des réfugiés de bien communiquer sur les différents mouvements qu'effectuent les réfugiés tout en observant bien sûr les règles de confidentialité. Cette communication permettra d'éviter les rumeurs et les mauvaises langues qui pourront trouver dans ces mouvements des réfugiés l'occasion pour faire véhiculer les messages de haine, des divisions et autres.

6. ANNEXES

QUESTIONNAIRE-SONDAGE-EVALUATION FINALE_INTERNEWS

PARTIE 1 : INFORMATION ENQUETEUR

#	Questions	Réponses
	Nom de l'enquêteur :	
	Date :	
	Site : (1) Lusenda (2) Mulongwe	

PARTIE 2 : CONSENTEMENT INFORME

#	L'enquêteur doit lire à haute voix cette partie de consentement éclairé	Réponses et Codes
	Bonjour. Mon nom est _____. Je suis un chercheur de RISD qui collabore avec Internews, qui facilite l'accès à l'information par les citoyens, leur permettre de se connecter ainsi que leur donner les moyens de faire entendre leur voix. Nous aimerions vous poser une série de questions afin de comprendre mieux la situation dans laquelle vous vivez. La participation à cet entretien est volontaire et si vous ne voulez pas répondre à une ou plusieurs questions, n'hésitez pas à nous le faire savoir. Vos réponses seront gardées confidentielles. Vos noms ne seront pas enregistrés. Notre entretien durera environ 15 minutes. Nous vous remercions d'avance pour votre participation. Voulez-vous y participer ?	(1) Oui (2) Non <i>Si oui commencer l'entretien, si non remercier la personne et passer au prochain enquêté.</i>

PARTIE 3 : DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES

	Questions	Réponses et Codes	Instructions
1	Sexe	(1) Homme (2) Femme	Une seule réponse
	Statut du répondant	(1) Réfugié (e)s, (2) Communauté hôte	Une seule réponse
3	Quelle est votre tranche d'âge ?	(1) Moins de 18 ans (2) 18-24 ans (3) 25-35 ans (4) Plus de 35 ans	Une seule réponse
4	Quel est votre niveau d'études ?	(1) N'a pas étudié (2) Primaire (3) Secondaire (4) Université (5) Formation professionnelle	Une seule réponse

5	Quelle est votre profession ?	(1) Sans (2) Agriculteur/Cultivateur/Eleveur/pêcheur (3) Commerçant (e) (4) Enseignant/travailleur de l'Etat (5) Humanitaire (ONGs, ASBL, OSBL) (6) Ménagère (88) Autres à préciser.....	Une seule réponse
---	-------------------------------	--	-------------------

PARTIE IV. QUESTIONS LIEES AUX INDICATEURS

6	Actuellement, comment estimez-vous le niveau de confiance entre les réfugiés Burundais et la communauté hôte au sein de votre milieu ?	(1) Fort (2) Moyen (3) Faible (4) Ne sait pas/Pas de réponse	Une seule réponse
7	En cas de crise de confiance, qui sont souvent les victimes ?	(1) Les femmes/filles réfugiés (2) Les hommes/garçons réfugiés (3) Les femmes/filles de la communauté hôte (4) Les hommes/garçons de la communauté hôte (88) Autres..... (99) Ne sait pas/pas de réponse	Une seule réponse
8	Par rapport à l'avant 2017, comment jugez-vous le niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés Burundais et la population locale ?	(1) Les relations se sont améliorées (2) Les relations se sont dégradées (3) Rien n'a changé (99) Ne sait pas/Pas de réponse	Une seule réponse
9	En comparaison de la situation d'avant janvier 2017, y-a-t-il plus ou moins d'incidents sécuritaires impliquant les deux communautés ?	(1) Le nombre d'incidents a diminué (2) Le nombre d'incidents reste stable (3) Le nombre d'incidents a augmenté (99) Ne sait pas/Pas de réponse	Une seule réponse
10	Durant les six derniers mois, combien des cas d'incidents sécuritaires et/ou des conflits avez-vous enregistrés entre communauté locale et réfugiés Burundais ?	(1) Aucun (2) 1 à 2 cas (3) 3 à 4 cas (4) 4 à 5 cas (5) Plus de 5 (99) Ne sait pas/Pas de réponse	Une seule réponse, si la réponse n'ai aucune, aller directement au n°1
11	Selon vous, comment estimez-vous le niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par la communauté locale ?	(1) Bon (2) Moyen (3) Faible (99) Ne sait pas/Pas de réponse	Une seule réponse
12	Connaissez-vous et consultez-vous les bulletins ONGEA ?	(1) Oui (2) Non	Une seule réponse
13	Si oui, Combien de fois l'avez-vous fréquenté ?		Une seule réponse

14	Comment trouvez-vous ces bulletins d'information ?	(1) Ces bulletins répondent aux besoins d'informations de ma communauté (2) Ils améliorent les relations entre les réfugiés et la population locale (3) Ils renforcent le niveau de confiance entre les réfugiés et la population locale (88) Autres à préciser	<i>Une seule réponse</i>
15	Avez-vous actuellement accès à l'information ?	(1) Oui (2) Non	<i>Si non, allez à la question N°17</i>
16	Si oui, avez-vous l'accès à l'information sur ?	(1) Assistance humanitaire	<i>Oui / Non</i>
		(2) Paix, Cohésion sociale et Cohabitation pacifique	<i>Oui / Non</i>
		(3) Sécurité	<i>Oui / Non</i>
		(4) Les réfugiés Burundais	<i>Oui / Non</i>
		(5) Les communautés hôtes	<i>Oui / Non</i>
		(6) Résolution pacifique des conflits	<i>Oui / Non</i>
		(7) L'actualité du pays	<i>Oui / Non</i>
		(8) Protection/Droits humains	<i>Oui / Non</i>
17	Si oui, à travers quel canal avez-vous ces informations ?	(1) Bouche à oreille (2) Radios et/ou Post radios (3) Télévision et/ou Post télévision (4) Internet (Réseaux sociaux) (5) Les bulletins d'Internews (6) La dynamique locale de paix (DLP) (7) Chefs locaux (88) Autres..... (99) Ne sait pas/pas de réponse	<i>Plusieurs réponses possibles</i>
18	Pensez-vous que cette source est accessible ?	(1) Oui (2) Non	<i>Une seule réponse</i>
19	Si non, Pourquoi ?	(1) Absence de post radio, post télévision (2) Manque de téléphone mobile (3) Manque d'internet (4) Manque d'électricité et/ou énergie solaire (88) Autres..... (99) Ne sait pas/pas de réponse	<i>Une seule réponse</i>
20	Si vous avez accès à un moyen/canal d'informations, quel type d'informations aimeriez-vous avoir ?	(1) Assistance humanitaire (2) Cohésion sociale et cohabitation pacifique (3) Sécurité (4) Les Réfugiés Burundais (5) Résolution pacifique des conflits (6) L'actualité du pays	<i>Une seule réponse</i>

		(7) La protection/Droits humains (88) Ne sait pas/Pas de réponse	
21	Sentez-vous libre ou sentiriez-vous libre de partager ces informations avec d'autres personnes ?	(1) Oui (2) Non	<i>Si non, allez directement à la question N° 21</i>
22	Si oui, avec qui aimeriez-vous les partager ?	(1) Les réfugiés Burundais (2) Les communautés hôtes (3) Les autorités locales (4) Les humanitaires (5) Les membres de ma famille (88) Autres à préciser.....	<i>Une seule réponse</i>
23	Si non, pourquoi ?	(1) Insuffisance de confiance envers l'autre (2) A cause de l'insécurité (3) Manque de volonté (88) autres.....	<i>Une seule réponse</i>
24	Selon vous, auprès de quelle structure ou individu est-il aisé d'avoir des informations sur la situation des réfugiés Burundais ?	(1) Auprès du HCR (2) Auprès de la CNR (3) Les autorités politico administratives (4) Les deux premiers (88) Autres à préciser (99) Ne sait pas/Pas de réponse	<i>Une seule réponse</i>
25	Si oui, lesquels ?	(1) Sur les réseaux sociaux (2) SMS (3) Services vocaux de téléphone (4) Le dialogue (88) Autres à préciser..... (99) Ne sait pas/pas de réponses	<i>Une seule réponse</i>
26	Ces moyens ont-ils contribué au renforcement du niveau d'acceptation des communautés hôtes ?	(1) Oui (2) Non	<i>Une seule réponse</i>
27	Avez-vous accès satisfaisants aux informations spécifiques sur les questions genre ?	(1) Oui (2) Non	<i>Une seule réponse</i>
28	Pensez-vous que les radios partenaires d'Internews ont les émetteurs qui produisent et diffusent les informations qu'ont besoins les réfugiés Burundais et communautés hôtes ?	(1) Oui (2) Non	<i>Une seule réponse</i>

Merci pour votre participation !

**LISTE DES PRESENCES DES PARTICIPANTS AUX FOCUS GROUPS POUR L'EVALUATION
FINALE DU PROJET INTERNEWS DANS LE TERRITOIRE DE FIZI, PROVINCE DU SUD-KIVU,
DR. CONGO**

GROUPE DES FEMMES REFUGIEES BURUNDAISES DU CAMP DE MULONGWE

N°	NOMS ET POST-NOMS	SEXE	AGE	STATUT	SITE	TELEPHONE
1	NIBIGIRA ANNE MARIE	F	ADULTE	REFUGIEE	MULONGWE	0828925426
2	MANIRAMBONA RODRINE	F	ADULTE	REFUGIEE	MULONGWE	-
3	FITINA ALPHONSINE	F	ADULTE	REFUGIEE	MULONGWE	0822203314
4	NAHORAHIRIWE CHANTAL	F	ADULTE	REFUGIEE	MULONGWE	0812754574
5	NDAYIZIGIYE NOELLA	F	ADULTE	REFUGIEE	MULONGWE	-
6	DUSABE CHARLOTTE	F	ADULTE	REFUGIEE	MULONGWE	-
7	SHURWERYIMANA ALICE	F	ADULTE	REFUGIEE	MULONGWE	-
8	TUISENGE ALINE	F	ADULTE	REFUGIEE	MULONGWE	-
9	NYOTA VENANCIA	F	ADULTE	REFUGIEE	MULONGWE	-
10	NZOBONIMA JACQUELINE	F	ADULTE	REFUGIEE	MULONGWE	0823822906

GROUPE DES HOMMES REFUGIES BURUNDAIS DU CAMP DE MULONGWE

N°	NOMS ET POST-NOMS	SEXE	AGE	STATUT	SITE	TELEPHONE
1	CALISTE TWIZERIMANA	M	ADULTE	REFUGIE	MULONGWE	0819453652
2	FAUSTIN MPAWENIMANA	M	ADULTE	REFUGIE	MULONGWE	0825637884
3	HABYAMBERE PATRICK	M	ADULTE	REFUGIE	MULONGWE	0828990303
4	SIMPLICE NIONKURU	M	ADULTE	REFUGIE	MULONGWE	0818924573
5	EDWARD	M	ADULTE	REFUGIE	MULONGWE	-
6	MAHIMANA MATHIAS	M	ADULTE	REFUGIE	MULONGWE	0811142700
7	ERNEST GIRUKWISHA	M	ADULTE	REFUGIE	MULONGWE	0821820645
8	DOMINIQUE NTAMUBANO	M	ADULTE	REFUGIE	MULONGWE	0814791129
9	GILBERT UWIRA	M	ADULTE	REFUGIE	MULONGWE	-
10	NIONKURU JEAN	M	ADULTE	REFUGIE	MULONGWE	-

GROUPE DES FEMMES AUTOCHTONES/RESIDENTES CONGOLAISES DU CAMP DE MULONGWE

N°	NOMS ET POST-NOMS	SEXE	AGE	STATUT	SITE	TELEPHONE
1	HONORINE ABWE	F	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	0828766599
2	SOLANGE LOMBI FAIDA	F	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	-
3	THERESE MASOKA	F	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	+25769258576
4	BIBICHE NGALULA	F	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	-
5	ESTHER ISSENGE	F	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	-
6	FURAHA MAMBOLEO	F	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	0814792893
7	EKYANGA RACHEL	F	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	+25771812475
8	OREDI KASUKU JEANNE	F	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	-
9	SAFI ASINDO MAKELELE	F	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	-
10	KIKONDA REGINA	F	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	0825430796

GROUPE DES FEMMES AUTOCHTONES/RESIDENTS CONGOLAIS DU CAMP DE MULONGWE

N°	NOMS ET POST-NOMS	SEXE	AGE	STATUT	SITE	TELEPHONE
1	CLOVIS MALENGELA	M	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	+25768255035
2	ALBIN MAENDA ITONGWA	M	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	0822550612
3	MAURICE KANGELA KATOMBWE	M	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	-
4	AKILIMALI LOTCHA	M	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	-
5	JOYEUX YANGYA BULAMBO	M	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	-
6	MEDARD MMUNGA	M	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	+25776149556
7	PAUL ILENDU MWENEMBELE	M	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	-
8	ROGATIEN SHAMAMBA	M	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	-
9	MAXIME ELENGA TULIZANA	M	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	-
10	MESSO MVUANGALA	M	ADULTE	AUTOCHTONE	MULONGWE	-

GROUPE DES HOMMES REFUGIES BURUNDAIS DU CAMP DE LUSENDA

N°	NOMS ET POST-NOMS	SEXE	AGE	STATUT	SITE	TELEPHONE
1	NKURUNZIZA GILBERT	M	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	0818320694
2	NTIRANYIBAGIRA FIDELE FILS	M	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	0822165166

3	NIYOMUNGERE DANIEL	M	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	0821930171
4	NDAYIRAGIJE GEDEON	M	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	0826332305
5	SINZAKU AUGUSTIN	M	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	0817850980
6	NININHAZWE MARIE CHARLES	M	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	0810207150
7	KYANKANDONDERA CHRISTIAN	M	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	-
8	NTAKIRUTIMANA JAPHET	M	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	-
9	BIGIRIMANA MUSSA	M	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	0815067057
10	EMMANUEL NTIRAPEBA	M	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	+25775337904

GROUPE DES FEMMES REFUGIEES BURUNDAISES DU CAMP DE LUSENDA						
N°	NOMS ET POST-NOMS	SEXE	AGE	STATUT	SITE	TELEPHONE
1	MANIRAMBONA ANTOINETTE	F	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	0828141468
2	NABINTU UZIYA	F	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	0822872773
3	NKUIMANA DOROTHEE	F	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	-
4	NZEIMANA JEANNETTE	F	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	-
5	INGIRIYENEZA CHADIA	F	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	0814533077
6	MUNEZERO ESPERANCE	F	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	-
7	NIMBONA ALICE	F	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	-
8	NDAYITIRIMANA CELINE	F	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	-
9	EMERUSABE GEORGETTE	F	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	+25775330553
10	NIYONZIMA CLEMENTINE	F	ADULTE	REFUGIE	LUSENDA	0827817104

GROUPE DES FEMMES AUTOCHTONES/RESIDENTES CONGOLAISES DE LUSENDA						
N°	NOMS ET POST-NOMS	SEXE	AGE	STATUT	SITE	TELEPHONE
1	SIFA NGOSO CHANCE	F	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	0815368681
2	MARIE LOUISE KISIMBA	F	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	0826540454
3	MASOKA ALBERTINE	F	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	-
4	MARIA SHABANI	F	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	0819682944
5	AMINA ESANGYA LOOBA	F	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	-

6	LUCIENNE HEKIMA VEMA	F	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	-
7	FRANCINE UBARIKUWE	F	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	-
8	PELAGIE W'IHOLA	F	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	0825051211
9	ASENDE KIKONDE ROSALIE	F	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	-
10	BERNADETTE NGOIE	F	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	-

GROUPE DES HOMMES AUTOCHTONES/RESIDENTS CONGOLAIS DE LUSENDA						
N°	NOMS ET POST-NOMS	SEXE	AGE	STATUT	SITE	TELEPHONE
1	NYOBE MBUYI MARCELIN	M	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	-
2	EMEDI NONDO DENIS	M	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	0820756881
3	NGALYA MATESO ROGER	M	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	+25762174698
4	CRISPIN KANDOLO	M	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	-
5	GREGOIRE LULUNGU OMBA	M	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	0823597752
6	BYAOMBE DJUMA FLORENTIN	M	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	+25775528608
7	LEOPOLD WILONDJIA AMULI	M	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	-
8	NGANDU MWENELWATA JOE	M	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	+25761102637
9	JOSEPH KABUNGULU KIBUKILA	M	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	0818671527
10	ANYONYO SHABANI JEAN BOSCO	M	ADULTE	AUTOCHTONE	LUSENDA	0815486780

QUESTIONNAIRE QUALITATIF

GUIDE DE DISCUSSIONS POUR LES FOCUS GROUP ET ENTRETIENS CLÉS

NB : Ce guide dépend directement des groupes, des personnes et des structures qui ont été impliqués directement ou indirectement dans les activités du projet

Remarque : *Cet outil est destiné à être utilisé lors des discussions en groupes restreints et entretiens clés. L'équipe doit assurer aux participants que toutes les informations communiquées dans le cadre de la discussion resteront confidentielles ; si le/la secrétaire est amené(e) à prendre des notes, il/elle ne recueille aucune information permettant d'identifier des individus ou d'associer des personnes aux réponses fournies. Certaines de ces questions sont délicates. Vous devez envisager tous les problèmes d'éthique potentiels avant d'initier la discussion, en tenant compte de la sécurité des personnes interrogées, en veillant à ce que tous les participants acceptent de ne pas divulguer hors du groupe les informations échangées dans le cadre de la discussion, et en obtenant le consentement éclairé des participants. Le groupe doit être homogène (être par exemple composé de dirigeants communautaires, de femmes adultes, de jeunes, d'adolescentes, etc.), et ne doit pas comporter plus de 8 à 10 participants. Par ailleurs, la discussion ne doit pas durer plus d'une heure et demie.*

Objectif : *Établir un niveau de confiance entre vous et les participants et de stimuler une participation active par tout le monde. C'est une liste de possibles questions que vous pouvez poser pour lancer la conversation → ces questions sont conçues comme support pour la conversation.*

Pour favoriser l'acceptation de ces discussions et veiller à ce que les participants ne soient pas suspectés, menacés ou violentés par les membres de la communauté, pensez à suivre les conseils suivants :

1. *Si vous pensez qu'il n'est pas sûr de mener cette discussion, ou qu'elle pourrait exposer les participants ou le personnel à des risques, n'entreprenez rien.*
2. *Avant de mobiliser les participants, rencontrez les dirigeants communautaires et/ou les autorités locales afin de leur expliquer le but de la visite d'évaluation (mieux comprendre les problèmes de santé et de sécurité auxquels sont confrontées les femmes et les filles depuis l'émergence de la situation de crise), et la présence de l'équipe chargée de l'évaluation au sein de la communauté.*
3. *Si possible, associez un certain nombre de dirigeantes locales, officielles et informelles, au processus de mobilisation des participants. Les dirigeantes peuvent rejoindre un groupe de discussion, mais ne doivent pas être présentes dans tous les groupes afin que les femmes/hommes se sentent libres de parler ouvertement.*
4. *S'il y a lieu, organisez des discussions de groupe dans la communauté des personnes réfugiées ainsi que dans la communauté hôte.*
5. *Assurez-vous que le personnel chargé d'animer les discussions de groupe ne pose pas de questions trop spécifiques dans le but d'identifier les auteurs d'actes de violence (Par exemple un groupe armé spécifique).*

Introduction avant la discussion/entretien

Cher Monsieur, Chère Madame,

*Bonjour. Mon nom est _____. Nous menons une étude pour le compte de Internews, qui a comme mission de faciliter l'accès à l'information par les citoyens, leur permettre de se connecter ainsi que leur donner les moyens de faire entendre leur voix. Ce projet a visé à renforcer et préserver une coexistence pacifique entre réfugiés burundais et communautés hôte dans le Sud Kivu. Nous aimerions vous poser une série de questions **afin d'avoir une compréhension profonde sur la manière dont ce projet a été exécuté dans votre milieu.***

J'ai quelques règles de base avant de commencer :

- **Veillez éteindre vos portables :** C'est vraiment distrayant pour moi de faire sonner le téléphone pendant le groupe et c'est difficile pour moi de me concentrer sur ce que vous dites. Il en est de même pour vous.*
- **Je veux entendre tout le monde :** Si je remarque que vous êtes silencieux(euses), je vais faire appel à vous. De plus, j'ai beaucoup de choses à couvrir et je sais à quel point votre temps est précieux.*
- **Pour tout couvrir :** Je devrais peut-être vous interrompre et passer au sujet suivant, ou bien vous assurer que quelqu'un d'autre aura la chance de parler dans le court laps de temps où nous sommes ensemble.*
- **Pour que je puisse prendre de bonnes notes, parlez une à la fois :** C'est juste pour que je puisse rédiger un rapport une fois que nous avons terminé, et c'est vraiment difficile d'écouter les voix de tous en même temps.*
- **Essayez également d'éviter les conversations en marge :** Parmi les choses les plus intéressantes que vous ayez à dire, vous risquez de murmurer à votre voisin.*

La participation à ce groupe de discussion est volontaire et si vous ne voulez pas répondre à une ou plusieurs questions, n'hésitez pas à nous le faire savoir. Vos réponses seront gardées confidentielles. Vos noms ne seront pas enregistrés. Les résultats de ces discussions seront relevés dans un rapport, et les données seront restituées vers la communauté pour assurer que les participants restent informés et peuvent participer aux recommandations identifiées.

Notre discussion/entretien durera environ 45 minutes. Nous vous remercions d'avance pour votre participation. Voulez-vous y participer ? **Consentement reçu ? Si oui, poursuivre. Si certains participants semblent mal à l'aise, leur permettre de quitter la discussion.**

Cibles	Questions
I. GUIDE POUR LES GROUPES DE DISCUSSION (FG)	

FG avec les réfugiés et population locale : A noter ici que ces mêmes questions seront administrées dans les groupes des discussions des hommes et des femmes ?	1) Actuellement, Comment décririez-vous le niveau de confiance entre les réfugiés Burundais et la communauté hôte au sein de votre milieu ? En cas de crise de confiance entre ces deux groupes, qui sont souvent victimes ? 2) Par rapport à l'avant 2017, comment décririez-vous le niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés Burundais et la population locale ? 3) Durant les six derniers mois, combien des cas d'incidents des conflits et protection avez-vous enregistrés entre communauté locale et réfugiés Burundais ? En situation de mésententes entre ces deux groupes, comment résolvent-ils leurs problèmes ? Il y a-t-elle une amélioration par rapport à l'avant 2017 ? 4) Quels sont les moyens et/ou les ressources disponibles qui vous permettent de discuter sur les problèmes qui vous guettent ? 5) Selon vous, comment décririez-vous le niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par la communauté locale ? 6) Quels sont les canaux d'informations que vous connaissez ? Lesquels sont disponibles ici ? Lesquels avez-vous accès facilement, pourquoi ? Quel type d'informations est diffusé sur ces canaux ? Comment les trouviez-vous, expliquez votre appréciation ? 7) D'après vous, ces canaux d'informations contribuent-ils à la cohésion sociale et cohabitation pacifique entre les réfugiés burundais et population locale ? Contribuent-ils à la réduction des violences entre ces deux groupes ? expliquez votre réponse ? 8) D'après vous, quel type d'informations aimeriez-vous avoir et Pourquoi ? 9) Selon vous, est-il possible d'avoir des informations sur la situation des réfugiés Burundais auprès du HCR, CNR et autres humanitaires ? Si oui, Pourquoi ? si non, Pourquoi ? 10) Quelle est votre perception sur le bulletin d'informations ONGEA? Pouvez-vous expliquer comment ces bulletins ont contribué au niveau d'acceptation des communautés hôtes? À la cohésion sociale et cohabitation pacifique? 11) Que connaissez-vous de DLP, SVH, débats publics ? 12) Avez-vous accès satisfaisants aux informations spécifiques sur les questions genre? Quelle a été la contribution de ces informations sur votre vie quotidienne? 13) Actuellement, est-ce qu'il y a des obstacles pour les communautés locales de cohabiter avec les réfugiés burundais ? si oui, lesquels et pourquoi ? 14) Pensez-vous que les activités de sensibilisation sur la coexistence pacifique entre ces deux groupes ont les chances de se poursuivre après la fin du projet ? Expliquez votre réponse ?
II. GUIDE POUR LES ENTRETIENS CLES AVEC	

L'autorité locale : Il peut être soit l'administrateur, le chef coutumier du milieu ou le chef de poste	1) Actuellement, Comment décririez-vous le niveau de confiance entre les réfugiés Burundais et la communauté hôte au sein de votre milieu ? En cas de crise de confiance entre ces deux groupes, qui sont souvent victimes ? 2) Par rapport à l'avant 2017, comment décrieriez-vous le niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés Burundais et la population locale ? 3) Durant les six derniers mois, combien des cas d'incidents avez-vous enregistrés entre communauté locale et réfugiés Burundais ? En situation de mésententes entre ces deux groupes, comment résolvent-ils leurs problèmes ? Il y a-t-elle une amélioration par rapport à l'avant 2017 ? 4) Quels sont les moyens et/ou les ressources disponibles qui vous permettent de discuter sur les problèmes qui vous guettent ? 5) Selon vous, comment décririez-vous le niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par la communauté locale ? 6) Quels sont les canaux d'informations que vous connaissez ? Lesquels sont disponibles ici ? Lesquels avez-vous accès facilement, pourquoi ? Quel type d'informations est diffusé sur ces canaux ? Comment les trouviez-vous, expliquez votre appréciation ? 7) D'après vous, ces canaux d'informations contribuent-ils à la cohésion sociale et cohabitation pacifique entre les réfugiés burundais et population locale ? Contribuent-ils à la réduction des violences entre ces deux groupes ? expliquez votre réponse ? 8) D'après vous, quel type d'informations aimeriez-vous avoir et Pourquoi ? 9) Selon vous, est-il possible d'avoir des informations sur la situation des réfugiés Burundais auprès du HCR, CNR et autres humanitaires ? Si oui, Pourquoi ? si non, Pourquoi ? 10) Quelle est votre perception sur le bulletin d'informations ONGEA? Pouvez-vous expliquer comment ces bulletins ont contribué au niveau d'acceptation des communautés hôtes? À la cohésion sociale et cohabitation pacifique? 11) Que connaissez-vous de DLP, SVH, débats publics ? 12) Avez-vous accès satisfaisants aux informations spécifiques sur les questions genre? Quelle a été la contribution de ces informations sur votre vie quotidienne? 13) Actuellement, est-ce qu'il y a des obstacles pour les communautés locales de cohabiter avec les réfugiés burundais ? si oui, lesquels et pourquoi ? 14) Pensez-vous que les activités de sensibilisation sur la coexistence pacifique entre ces deux groupes ont les chances de se poursuivre après la fin du projet ? Expliquez votre réponse ?
---	---

Leader de la société civile	1) Actuellement, Comment décririez-vous le niveau de confiance entre les réfugiés Burundais et la communauté hôte au sein de votre milieu ? En cas de crise de confiance entre ces deux groupes, qui sont souvent victimes ? 2) Par rapport à l'avant 2017, comment décririez-vous le niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés Burundais et la population locale ? 3) Durant les six derniers mois, combien des cas d'incidents avez-vous enregistrés entre communauté locale et réfugiés Burundais ? En situation de mésententes entre ces deux groupes, comment résolvent-ils leurs problèmes ? Il y a-t-elle une amélioration par rapport à l'avant 2017 ? 4) Quels sont les moyens et/ou les ressources disponibles qui vous permettent de discuter sur les problèmes qui vous guettent ? 5) Selon vous, comment décririez-vous le niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par la communauté locale ? 6) Quels sont les canaux d'informations que vous connaissez ? Lesquels sont disponibles ici ? Lesquels avez-vous accès facilement, pourquoi ? Quel type d'informations est diffusé sur ces canaux ? Comment les trouviez-vous, expliquer votre appréciation ? 7) D'après vous, ces canaux d'informations contribuent-ils à la cohésion sociale et cohabitation pacifique entre les réfugiés burundais et population locale ? Contribuent-ils à la réduction des violences entre ces deux groupes ? expliquez votre réponse ? 8) D'après vous, quel type d'informations aimeriez-vous avoir et Pourquoi ? 9) Selon vous, est-il possible d'avoir des informations sur la situation des réfugiés Burundais auprès du HCR, CNR et autres humanitaires ? Si oui, Pourquoi ? si non, Pourquoi ? 10) Quelle est votre perception sur le bulletin d'informations ONGEA ? Pouvez-vous expliquer comment ces bulletins ont contribué au niveau d'acceptation des communautés hôtes ? À la cohésion sociale et cohabitation pacifique ? 11) Que connaissez-vous de DLP, SVH, débats publics ? 12) Avez-vous accès satisfaisants aux informations spécifiques sur les questions genre ? Quelle a été la contribution de ces informations sur votre vie quotidienne ? 13) Actuellement, est-ce qu'il y a des obstacles pour les communautés locales de cohabiter avec les réfugiés burundais ? si oui, lesquels et pourquoi ? 14) Pensez-vous que les activités de sensibilisation sur la coexistence pacifique entre ces deux groupes ont les chances de se poursuivre après la fin du projet ? Expliquez votre réponse ?
---	---

Le/la président (e) du camp des réfugiés	1) Actuellement, Comment décririez-vous le niveau de confiance entre les réfugiés Burundais et la communauté hôte au sein de votre milieu ? En cas de crise de confiance entre ces deux groupes, qui sont souvent victimes ? 2) Par rapport à l'avant 2017, comment décrieriez-vous le niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés Burundais et la population locale ? 3) Durant les six derniers mois, combien des cas d'incidents avez-vous enregistrés entre communauté locale et réfugiés Burundais ? En situation de mésententes entre ces deux groupes, comment résolvent-ils leurs problèmes ? Il y a-t-elle une amélioration par rapport à l'avant 2017 ? 4) Selon vous, comment décririez-vous le niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par la communauté locale ? 5) Quels sont les moyens et/ou les ressources disponibles qui vous permettent de discuter sur les problèmes qui vous guettent ? 6) Quels sont les canaux d'informations que vous connaissez ? Lesquels sont disponibles ici ? Lesquels avez-vous accès facilement, pourquoi ? Quel type d'informations est diffusé sur ces canaux ? Comment les trouviez-vous, expliquer votre appréciation ? 7) D'après vous, ces canaux d'informations contribuent-ils à la cohésion sociale et cohabitation pacifique entre les réfugiés burundais et population locale ? Contribuent-ils à la réduction des violences entre ces deux groupes ? expliquez votre réponse ? 8) D'après vous, quel type d'informations aimeriez-vous avoir et Pourquoi ? 9) Selon vous, est-il possible d'avoir des informations sur la situation des réfugiés Burundais auprès du HCR, CNR et autres humanitaires ? Si oui, Pourquoi ? si non, Pourquoi ? 10) Quelle est votre perception sur le bulletin d'informations ONGEA ? Pouvez-vous expliquer comment ces bulletins ont contribué au niveau d'acceptation des communautés hôtes ? À la cohésion sociale et cohabitation pacifique ? 11) Que connaissez-vous de DLP, SVH, débats publics ? 12) Avez-vous accès satisfaisants aux informations spécifiques sur les questions genre ? Quelle a été la contribution de ces informations sur votre vie quotidienne ? 13) Actuellement, est-ce qu'il y a des obstacles pour les communautés locales de cohabiter avec les réfugiés burundais ? si oui, lesquels et pourquoi ? 14) Pensez-vous que les activités de sensibilisation sur la coexistence pacifique entre ces deux groupes ont les chances de se poursuivre après la fin du projet ? Expliquez votre réponse ?
--	--

Le ou la responsable de l'AFM	1) Actuellement, Comment décririez-vous le niveau de confiance entre les réfugiés Burundais et la communauté hôte au sein de votre milieu ? En cas de crise de confiance entre ces deux groupes, qui sont souvent victimes ? 2) Par rapport à l'avant 2017, comment décrieriez-vous le niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés Burundais et la population locale ? 3) Selon vous, comment décririez-vous le niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par la communauté locale ? 4) Selon vous, est-il possible d'avoir des informations sur la situation des réfugiés Burundais auprès du HCR, CNR et autres humanitaires ? Si oui, Pourquoi ? si non, Pourquoi ? 5) Pouvez-vous nous décrire comment les différentes formations dont vous avez réalisé dans le cadre du projet ont contribué à ses objectifs ? Quels ont été les succès et défis ? 6) Actuellement, est-ce qu'il y a des obstacles pour les communautés locales de cohabiter avec les réfugiés burundais ? si oui, lesquels et pourquoi ? 7) Pensez-vous que les activités de sensibilisation sur la coexistence pacifique entre ces deux groupes ont les chances de se poursuivre après la fin du projet ? Expliquez votre réponse ?
Le/la responsable ou membre de la dynamique locale de paix (DLP)	1) Actuellement, Comment décririez-vous le niveau de confiance entre les réfugiés Burundais et la communauté hôte au sein de votre milieu ? En cas de crise de confiance entre ces deux groupes, qui sont souvent victimes ? 2) Par rapport à l'avant 2017, comment décrieriez-vous le niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés Burundais et la population locale ? 3) Durant les six derniers mois, combien des cas d'incidents avez-vous enregistrés entre communauté locale et réfugiés Burundais ? En situation de mésententes entre ces deux groupes, comment résolvent-ils leurs problèmes ? Il y a-t-elle une amélioration par rapport à l'avant 2017 ? 4) Selon vous, comment décririez-vous le niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par la communauté locale ? 5) Quels sont les moyens et/ou les ressources disponibles qui vous permettent de discuter sur les problèmes qui vous guettent ? 6) Quels sont les canaux d'informations que vous connaissez ? Lesquels sont disponibles ici ? Lesquels avez-vous accès facilement, pourquoi ? Quel type d'informations est diffusé sur ces canaux ? Comment les trouviez-vous, expliquez votre appréciation ? 7) D'après vous, ces canaux d'informations contribuent-ils à la cohésion sociale et cohabitation pacifique entre les réfugiés burundais et population locale ? Contribuent-ils à la réduction des violences entre ces deux groupes ? expliquez votre réponse ?

	8) D'après vous, quel type d'informations aimeriez-vous avoir et Pourquoi ? 9) Selon vous, est-il possible d'avoir des informations sur la situation des réfugiés Burundais auprès du HCR, CNR et autres humanitaires ? Si oui, Pourquoi ? si non, Pourquoi ? 10) Quelle est votre perception sur le débat public qui a été organisé par le projet ? Quel a été son impact ? 11) Actuellement, est-ce qu'il y a des obstacles pour les communautés locales de cohabiter avec les réfugiés burundais ? si oui, lesquels et pourquoi ? 12) Pensez-vous que les activités de sensibilisation sur la coexistence pacifique entre ces deux groupes ont les chances de se poursuivre après la fin du projet ? Expliquez votre réponse ?
Le/la responsable ou membre de la solidarité de volontaire pour l'humanité (SVH)	1) Actuellement, Comment décririez-vous le niveau de confiance entre les réfugiés Burundais et la communauté hôte au sein de votre milieu ? En cas de crise de confiance entre ces deux groupes, qui sont souvent victimes ? 2) Par rapport à l'avant 2017, comment décrieriez-vous le niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés Burundais et la population locale ? 3) Durant les six derniers mois, combien des cas d'incidents avez-vous enregistrés entre communauté locale et réfugiés Burundais ? En situation de mésententes entre ces deux groupes, comment résolvent-ils leurs problèmes ? Il y a-t-elle une amélioration par rapport à l'avant 2017 ? 4) Selon vous, comment décrieriez-vous le niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par la communauté locale ? 5) Quels sont les canaux d'informations que vous connaissez ? Lesquels sont disponibles ici ? Lesquels avez-vous accès facilement, pourquoi ? Quel type d'informations est diffusé sur ces canaux ? Comment les trouviez-vous, expliquer votre appréciation ? 6) D'après vous, ces canaux d'informations contribuent-ils à la cohésion sociale et cohabitation pacifique entre les réfugiés burundais et population locale ? Contribuent-ils à la réduction des violences entre ces deux groupes ? expliquez votre réponse ? 7) D'après vous, quel type d'informations aimeriez-vous avoir et Pourquoi ? 8) Selon vous, est-il possible d'avoir des informations sur la situation des réfugiés Burundais auprès du HCR, CNR et autres humanitaires ? Si oui, Pourquoi ? si non, Pourquoi ? 9) Quelle est votre perception sur le débat public qui a été organisé par le projet ? Quel a été son impact ? Comment avez-vous trouvé l'équipement que vous avez reçu d'Internews ? En quoi pensez-vous qu'il vous sera utile ? De même pour le membre de la communauté ? 10) Actuellement, est-ce qu'il y a des obstacles pour les communautés locales de cohabiter avec les réfugiés

	burundais ? si oui, lesquels et pourquoi ? 11) Pensez-vous que les activités de sensibilisation sur la coexistence pacifique entre ces deux groupes ont les chances de se poursuivre après la fin du projet ? Expliquez votre réponse ?
Le/la responsable des radios partenaires (R de Lusenda, messenger du peuple, R de Sange, R Muhungano de Fizi, R Ngoma, Mama Radio et radio et RC de Kamanyola)	1) Actuellement, Comment décririez-vous le niveau de confiance entre les réfugiés Burundais et la communauté hôte au sein de votre milieu ? En cas de crise de confiance entre ces deux groupes, qui sont souvent victimes ? 2) Par rapport à l'avant 2017, comment décrieriez-vous le niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés Burundais et la population locale ? 3) Durant les six derniers mois, combien des cas d'incidents de protection et/ou conflit avez-vous enregistrés entre communauté locale et réfugiés Burundais ? En situation de mésententes entre ces deux groupes, comment résolvent-ils leurs problèmes ? Il y a-t-elle une amélioration par rapport à l'avant 2017 ? 4) Selon vous, comment décririez-vous le niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par la communauté locale ? 5) Pensez-vous que les moyens de communication donner aux réfugiés Burundais, aux autorités locales et communauté hôte ont permis à ces derniers de s'exprimer, de renforcer et préserver une coexistence pacifique entre ces groupes ? qu'elles en sont vos recommandations ? Expliquez votre réponse ? 6) Actuellement, est-ce qu'il y a des obstacles pour les communautés locales de cohabiter avec les réfugiés burundais ? si oui, lesquels et pourquoi ? 7) Pensez-vous que les activités de sensibilisation sur la coexistence pacifique entre ces deux groupes ont les chances de se poursuivre après la fin du projet ? Expliquez votre réponse ? 8) Selon vous, pensez-vous que vous possédez d'émetteurs capable de produire et diffuser l'information dont ont besoin les populations réfugiées et celle locale ? 9) Quel est le nombre des journalistes ici dans votre radio ont une meilleure compréhension des besoins d'information des réfugiés et communautés hôtes ? Combien ont une meilleure capacité (technique, matérielle et professionnelle) ? 10) Que connaissez-vous de DLP, SVH et débats publics organisés par AFEM?
Leader des jeunes : L'idée c'est de parler avec un jeune réfugié parmi ceux qui ont visité Goma pour le partage d'expériences avec des jeunes de Goma	1) Actuellement, Comment décririez-vous le niveau de confiance entre les réfugiés Burundais et la communauté hôte au sein de votre milieu ? En cas de crise de confiance entre ces deux groupes, qui sont souvent victimes ? 2) Par rapport à l'avant 2017, comment décrieriez-vous le niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés Burundais et la population locale ? 3) Durant les six derniers mois, combien des cas d'incidents avez-vous enregistrés entre communauté locale et

	réfugiés Burundais ? En situation de mésententes entre ces deux groupes, comment résolvent-ils leurs problèmes ? Il y a-t-elle une amélioration par rapport à l'avant 2017 ? 4) Selon vous, comment décririez-vous le niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par la communauté locale ? 5) Quels sont les canaux d'informations que vous connaissez ? Lesquels sont disponibles ici ? Lesquels avez-vous accès facilement, pourquoi ? Quel type d'informations est diffusé sur ces canaux ? Comment les trouviez-vous, expliquer votre appréciation ? 6) D'après vous, ces canaux d'informations contribuent-ils à la cohésion sociale et cohabitation pacifique entre les réfugiés burundais et population locale ? Contribuent-ils à la réduction des violences entre ces deux groupes ? expliquez votre réponse ? 7) D'après vous, quel type d'informations aimeriez-vous avoir et Pourquoi ? 8) Selon vous, est-il possible d'avoir des informations sur la situation des réfugiés Burundais auprès du HCR, CNR et autres humanitaires ? Si oui, Pourquoi ? si non, Pourquoi ? 9) Comment avez-vous perçu la formation sur le ou l'ABC du journaliste, Journalisme sensible aux conflits, sensible au genre et la sécurité du journaliste ? Quel a été son plus value sur votre vie quotidienne et celle de votre communauté ? Comment avez-vous mis en pratique ces formations ? Comment pensez-vous la mettre en pratique à la sortie du projet ? 10) Actuellement, est-ce qu'il y a des obstacles pour les communautés locales de cohabiter avec les réfugiés burundais ? si oui, lesquels et pourquoi ? 11) Pensez-vous que les activités de sensibilisation sur la coexistence pacifique entre ces deux groupes ont les chances de se poursuivre après la fin du projet ? Expliquez votre réponse ? 12) Que connaissez-vous de DLP, SVH et débats publics organisés par AFEM?
Responsable de la CNR	1) Actuellement, Comment décririez-vous le niveau de confiance entre les réfugiés Burundais et la communauté hôte au sein de votre milieu ? En cas de crise de confiance entre ces deux groupes, qui sont souvent victimes ? 2) Par rapport à l'avant 2017, comment décrieriez-vous le niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés Burundais et la population locale ? 3) Durant les six derniers mois, combien des cas d'incidents de protection et des conflits avez-vous enregistrés entre communauté locale et réfugiés Burundais ? En situation de mésententes entre ces deux groupes, comment résolvent-ils leurs problèmes ? Il y a-t-elle une amélioration par rapport à l'avant 2017 ? 4) Selon vous, comment décririez-vous le niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par la communauté locale ? 5) Actuellement, est-ce qu'il y a des obstacles pour les communautés locales de cohabiter avec les réfugiés burundais ? si oui, lesquels et pourquoi ? 6) Pensez-vous que les activités de sensibilisation sur la coexistence pacifique entre ces deux groupes ont les

	chances de se poursuivre après la fin du projet ? Expliquez votre réponse ? 7) Comment avez-vous trouvé les débats publics, le DLP, SVH et les bulletins d'informations du projet d'internews ? Quel a été son apport sur la vie quotidienne des communautés locales et réfugiés Burundais ? Veillez nous fournir les informations séparément ?
Responsable du HCR	1) Actuellement, Comment décririez-vous le niveau de confiance entre les réfugiés Burundais et la communauté hôte au sein de votre milieu ? En cas de crise de confiance entre ces deux groupes, qui sont souvent victimes ? 2) Par rapport à l'avant 2017, comment décrieriez-vous le niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés Burundais et la population locale ? 3) Durant les six derniers mois, combien des cas d'incidents de protection et des conflits avez-vous enregistrés entre les membres de la population locale et réfugiés Burundais ? En situation de mésententes entre ces deux groupes, comment résolvent-ils leurs problèmes ? Il y a-t-elle une amélioration par rapport à l'avant 2017 ? 4) Selon vous, comment décririez-vous le niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par la communauté locale ? 5) Actuellement, est-ce qu'il y a des obstacles pour les communautés locales de cohabiter avec les réfugiés burundais ? si oui, lesquels et pourquoi ? 6) Pensez-vous que les activités de sensibilisation sur la coexistence pacifique entre ces deux groupes ont les chances de se poursuivre après la fin du projet ? Expliquez votre réponse ? 7) Comment avez-vous trouvé les débats publics, le DLP, SVH et les bulletins d'informations du projet d'internews ? Quel a été son apport sur la vie quotidienne des communautés locales et réfugiés Burundais ? Veillez nous fournir les informations séparément ?
Journalistes et correspondants du bulletin	1) Actuellement, Comment décririez-vous le niveau de confiance entre les réfugiés Burundais et la communauté hôte au sein de votre milieu ? En cas de crise de confiance entre ces deux groupes, qui sont souvent victimes ? 2) Par rapport à l'avant 2017, comment décrieriez-vous le niveau de relation (cohabitation) entre les réfugiés Burundais et la population locale ? 3) Durant les six derniers mois, combien des cas d'incidents sécuritaires avez-vous enregistrés entre communauté locale et réfugiés Burundais ? En situation de mésententes entre ces deux groupes, comment résolvent-ils leurs problèmes ? Il y a-t-elle une amélioration par rapport à l'avant 2017 ? 4) Selon vous, comment décririez-vous le niveau d'acceptation des réfugiés Burundais par la communauté locale ? 5) Quels sont les canaux d'informations que vous connaissez ? Lesquels sont disponibles ici ? Lesquels avez-vous accès facilement, pourquoi ? Quel type d'informations est diffusé sur ces canaux ? Comment les trouviez-vous, expliquer votre appréciation ?

- | | |
|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none">6) D'après vous, ces canaux d'informations contribuent-ils à la cohésion sociale et cohabitation pacifique entre les réfugiés burundais et population locale ? Contribuent-ils à la réduction des violences entre ces deux groupes ? expliquez votre réponse ?7) D'après vous, quel type d'informations aimeriez-vous avoir et Pourquoi ?8) Selon vous, est-il possible d'avoir des informations sur la situation des réfugiés Burundais auprès du HCR, CNR et autres humanitaires ? Si oui, Pourquoi ? si non, Pourquoi ?9) Comment avez-vous perçu la formation sur le ou l'ABC du journaliste, Journalisme sensible aux conflits, sensible au genre et la sécurité du journaliste ? Quel a été sa plus-value sur votre vie quotidienne et celle de votre communauté ? Comment avez-vous mis en pratique ces formations ? Comment pensez-vous la mettre en pratique à la sortie du projet ?10) Pensez-vous que les radios partenaires d'Internews ont les émetteurs qui produisent et diffusent les informations qu'ont besoins les réfugiés burundais et communauté locale ?11) Actuellement, est-ce qu'il y a des obstacles pour les communautés locales de cohabiter avec les réfugiés burundais ? Si oui, lesquels et pourquoi ?12) Pensez-vous que les activités de sensibilisation sur la coexistence pacifique entre ces deux groupes ont les chances de se poursuivre après la fin du projet ? Expliquez votre réponse ?13) Que connaissez-vous de DLP, SVH et débats publics organisés par AFEM? |
|--|--|

Je vous remercie beaucoup pour votre participation !

